

# Rapport financier 2014 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Granby

Code géographique : 47017

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales  
et Occupation  
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier consolidé

S3

## **Section I - États financiers consolidés**

Table des matières	S4
États financiers consolidés audités	S5 - S25
Renseignements consolidés non audités	S26 - S28

## **Section II - Autres renseignements financiers**

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER  
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

---

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Jean-Pierre Renaud CPA, CA, OMA, atteste la véracité du rapport financier consolidé

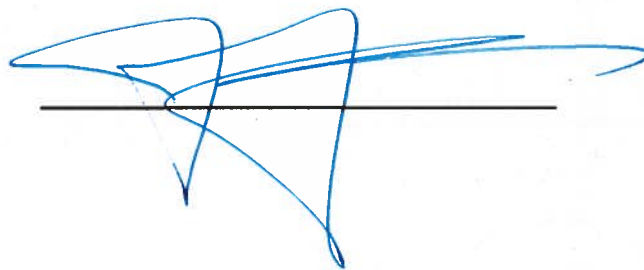
de Granby pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014.

(Nom de l'organisme)

Date

2015-05-06

Signature



A handwritten signature in blue ink, consisting of several overlapping loops and strokes, positioned above a horizontal line.

## TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
<b>Section I</b>	
<b>États financiers consolidés audités</b>	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	9
Variation des actifs financiers nets (de la dette nette) par organismes	10
Situation financière par organismes	11
Flux de trésorerie par organismes	12
Charges par objets par organismes	13
État consolidé des résultats	14
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	15
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	15
État consolidé de la situation financière	16
État consolidé des flux de trésorerie	17
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	18
Autres renseignements complémentaires consolidés	
Excédent (déficit) accumulé	19
Avantages sociaux futurs	20
Endettement total net à long terme	21
<b>Renseignements consolidés non audités</b>	
Analyse des revenus consolidés	23
Analyse des charges consolidées	24
<b>Section II</b>	
Autres renseignements financiers - Table des matières	26

## **Section I - États financiers consolidés**

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**

Aux membres du conseil municipal de la Ville de Granby

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la Ville de Granby, des organismes qui sont sous son contrôle et des partenariats auxquels elle participe, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2014, l'état consolidé des résultats, l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

**Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés**

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

**Responsabilité de l'auditeur**

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

**Opinion**

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Granby, des organismes qui sont sous son contrôle et des partenariats auxquels elle participe au 31 décembre 2014, ainsi que des résultats de leurs activités, de la variation de leurs actifs financiers nets (de leur dette nette) et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

**Observations**

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Granby inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**

---

l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

*Raymond Chabot Grant Thornton S.E. N.C. R. L.*

1 CPA auditeur, CA permis de comptabilité publique no A106981

Granby

DATE 2015-05-06

**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL**

---

DATE \_\_\_\_\_



**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES  
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Réalisations 2013	Budget 2014	Réalisations 2014		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés
<b>Revenus</b>						
<b>Fonctionnement</b>						
Taxes	1	72 729 936	73 167 893	73 761 730		73 761 730
Compensations tenant lieu de taxes	2	2 454 881	2 341 306	2 371 727		2 371 727
Quotes-parts	3					3 017 566
Transferts	4	8 595 211	3 283 790	6 273 412		458 638
Services rendus	5	2 544 126	2 551 595	2 625 205		4 778 831
Imposition de droits	6	3 520 028	2 909 600	3 090 039		
Amendes et pénalités	7	3 147 894	3 003 250	3 391 980		
Intérêts	8	340 374	310 000	643 722		4 502
Autres revenus	9	57 823	214 500	258 098		640
	10	93 390 273	87 781 934	92 415 913		8 260 177
<b>Investissement</b>						
Taxes	11	301 716		200 000		
Quotes-parts	12					
Transferts	13	(9 927 748)	2 500 000	(285 095)		134 072
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	14	8 203 498		10 670 162		
Autres	15	(4 768)				
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	16					
	17	(1 427 302)	2 500 000	10 585 067		134 072
	18	91 962 971	90 281 934	103 000 980		8 394 249
<b>Charges</b>						
Administration générale	19	9 963 868	8 970 972	8 814 159	593 564	
Sécurité publique	20	16 052 615	16 530 840	16 159 528	924 275	
Transport	21	13 325 565	13 299 966	13 537 645	5 718 378	1 168 008
Hygiène du milieu	22	15 843 849	16 475 191	15 943 644	4 687 251	
Santé et bien-être	23	272 692	281 349	323 888		
Aménagement, urbanisme et développement	24	4 363 157	4 309 552	4 739 114	141 614	1 146 684
Loisirs et culture	25	11 387 896	11 787 688	11 493 314	2 158 423	6 477 799
Réseau d'électricité	26					
Frais de financement	27	4 032 398	4 445 771	3 833 536		24 900
Amortissement des immobilisations	28	13 599 408	11 527 762	14 223 505	(14 223 505)	
	29	88 841 448	87 629 091	89 068 333		8 817 391
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	30	3 121 523	2 652 843	13 932 647		(423 142)

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	Réalizations 2013		Budget 2014		Réalizations 2014		
		Administration municipale		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé <sup>1</sup>
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	1	3 121 523		2 652 843	13 932 647	(423 142)	13 533 431
Moins: revenus d'investissement	2	( 1 427 302 )	(	2 500 000 )	( 10 585 067 )	( 134 072 )	( 10 585 067 )
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales</b>	3	4 548 825		152 843	3 347 580	(557 214)	2 948 364
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>							
<i>Ajouter (déduire)</i>							
<b>Immobilisations</b>							
Amortissement	4	13 599 408		11 527 762	14 223 505	350 598	14 574 103
Produit de cession	5	54 418		18 000	25 319	8 195	33 514
(Gain) perte sur cession	6	(24 294)		(18 000)	(24 074)	(640)	(24 714)
Réduction de valeur / Reclassement	7	746 013				8 712	8 712
	8	14 375 545		11 527 762	14 224 750	366 865	14 591 615
<b>Propriétés destinées à la revente</b>							
Coût des propriétés vendues	9				96 953		96 953
Réduction de valeur / Reclassement	10						
	11				96 953		96 953
<b>Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales</b>							
Remboursement ou produit de cession	12						
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13						
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14						
	15						
<b>Financement</b>							
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	(219 133)		180 000			
Remboursement de la dette à long terme	17	( 6 749 730 )	(	4 897 411 )	( 7 578 844 )	( 217 817 )	( 7 820 586 )
	18	(6 968 863)	(	4 717 411)	(7 578 844)	(217 817)	(7 820 586)
<b>Affectations</b>							
Activités d'investissement	19	( 7 562 162 )	(	4 300 000 )	( 3 919 885 )	( 110 574 )	( 3 809 311 )
<b>Excédent (déficit) accumulé</b>							
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20				451 730		451 730
Excédent de fonctionnement affecté	21				721 687		721 687
Réserves financières et fonds réservés	22	(898 055)		(2 461 394)	(2 013 272)		(2 013 272)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	451 048		(201 800)	(20 265)		(20 265)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24						
	25	(8 009 169)		(6 963 194)	(4 780 005)	110 574	(4 669 431)
	26	(602 487)		(152 843)	1 962 854	259 622	2 198 551
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales</b>	27	3 946 338			5 310 434	(297 592)	5 146 915

<sup>1</sup> Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES  
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	Réalizations 2013		Budget 2014		Réalizations 2014	
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé <sup>1</sup>	
<b>Revenus d'investissement</b>	1	(1 427 302)	2 500 000	10 585 067	134 072	10 585 067
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
<b>Immobilisations</b>						
Acquisition						
Administration générale	2	( 592 601 )	( 693 000 )	( 426 159 )	( )	( 426 159 )
Sécurité publique	3	( 309 155 )	( 478 000 )	( 984 554 )	( )	( 984 554 )
Transport	4	( 10 279 356 )	( 5 338 000 )	( 10 603 070 )	( 146 201 )	( 10 749 271 )
Hygiène du milieu	5	( 10 759 661 )	( 7 358 000 )	( 10 685 559 )	( )	( 10 685 559 )
Santé et bien-être	6	( )	( )	( )	( )	( )
Aménagement, urbanisme et développement	7	( 297 675 )	( )	( 19 233 )	( 672 )	( 19 905 )
Loisirs et culture	8	( 6 283 337 )	( 1 933 000 )	( 244 865 )	( 137 485 )	( 382 350 )
Réseau d'électricité	9	( )	( )	( )	( )	( )
	10	( 28 521 785 )	( 15 800 000 )	( 22 963 440 )	( 284 358 )	( 23 247 798 )
<b>Propriétés destinées à la revente</b>						
Acquisition	11	( )	( )	( 573 786 )	( )	( 573 786 )
<b>Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales</b>						
Émission ou acquisition	12	( 70 322 )	( )	( 111 001 )	( )	( 111 001 )
<b>Financement</b>						
Financement à long terme des activités d'investissement	13	17 516 970		5 400 000	247 071	5 647 071
<b>Affectations</b>						
Activités de fonctionnement	14	7 562 162	4 300 000	3 919 885	(110 574)	3 809 311
Excédent accumulé						
Excédent de fonctionnement non affecté	15	367 424		2 943 358		2 943 358
Excédent de fonctionnement affecté	16	2 210 000		275 000		275 000
Réserves financières et fonds réservés	17	5 379 429		2 581 000		2 581 000
	18	15 519 015	4 300 000	9 719 243	(110 574)	9 608 669
	19	4 584 522	(11 500 000)	(8 528 984)	(147 861)	(8 676 845)
<b>Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales</b>	20	3 157 220	(9 000 000)	2 056 083	(13 789)	1 908 222

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES**  
**VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE) PAR ORGANISMES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Réalizations 2013	Budget 2014	Réalizations 2014		Total consolidé <sup>1</sup>
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	1	3 121 523	2 652 843	13 932 647	(423 142)	13 533 431
Variation des immobilisations						
Acquisition	2	( 28 521 785 )	( 15 800 000 )	( 22 963 440 )	( 284 358 )	( 23 247 798 )
Produit de cession	3	54 418	18 000	25 319	8 195	33 514
Amortissement	4	13 599 408	11 527 762	14 223 505	350 598	14 574 103
(Gain) perte sur cession	5	(24 294)	(18 000)	(24 074)	(640)	(24 714)
Réduction de valeur / Reclassement	6	746 013			8 712	8 712
	7	(14 146 240)	(4 272 238)	(8 738 690)	82 507	(8 656 183)
Variation des propriétés destinées à la revente	8			(478 078)		(478 078)
Variation des stocks de fournitures	9	(170 716)		198 978	16 682	215 660
Variation des autres actifs non financiers	10	(39 573)		(40 722)	49 806	9 084
	11	(210 289)		(319 822)	66 488	(253 334)
	12	(11 235 006)	(1 619 395)	4 874 135	(274 147)	4 623 914
<b>Gains (pertes) de réévaluation nets</b>	13					
<b>Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette</b>	14	(11 235 006)	(1 619 395)	4 874 135	(274 147)	4 623 914
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15	(75 043 738)		(86 278 744)	488 647	(85 790 097)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20) / Reclassement de propriétés destinées à la revente	16			1 246	38 398	15 718
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17	(75 043 738)		(86 277 498)	527 045	(85 774 379)
<b>Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice</b>	18	(86 278 744)		(81 403 363)	252 898	(81 150 465)

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES  
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES  
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

		<u>2013</u>		<u>2014</u>	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé <sup>1</sup>
<b>ACTIFS FINANCIERS</b>					
Encaisse	1	8 194 852	11 377 002	702 356	12 079 358
Placements temporaires	2		1 773 605	838 867	2 612 472
Débiteurs (note 5)	3	29 726 375	26 015 715	406 104	26 195 189
Prêts (note 6)	4				
Placements à long terme (note 7)	5	141 018	252 018		252 018
Participations dans des entreprises municipales	6				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7				
Autres actifs financiers (note 9)	8				
	9	38 062 245	39 418 340	1 947 327	41 139 037
<b>PASSIFS</b>					
Découvert bancaire	10			17 605	17 605
Emprunts temporaires (note 10)	11	5 128 360	4 503 288	8 087	4 511 375
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	12 472 811	10 623 207	757 043	11 153 620
Revenus reportés (note 12)	13	389 627	942 553	629 676	1 572 229
Dette à long terme (note 13)	14	82 243 742	80 305 828	282 018	80 587 846
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15	24 106 449	24 446 827		24 446 827
	16	124 340 989	120 821 703	1 694 429	122 289 502
<b>ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)</b>	17	(86 278 744)	(81 403 363)	252 898	(81 150 465)
<b>ACTIFS NON FINANCIERS</b>					
Immobilisations (note 15)	18	353 536 393	362 268 703	2 394 815	364 663 518
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	3 621 352	4 099 430		4 099 430
Stocks de fournitures	20	987 109	788 131	114 134	902 265
Autres actifs non financiers (note 17)	21	210 930	251 652	63 121	314 773
	22	358 355 784	367 407 916	2 572 070	369 979 986
<b>EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ</b>					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	23	16 370 619	17 121 498		17 121 498
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	24	3 829 766	5 311 905	712 171	6 024 076
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	25	( 24 350 662 )	( 22 678 148 )		( 22 678 148 )
Financement des investissements en cours	26	(3 082 885)	(2 908 889)		(2 908 889)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	27	279 310 202	289 158 187	2 112 797	291 270 984
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	28				
	29	272 077 040	286 004 553	2 824 968	288 829 521

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES  
FLUX DE TRÉSORERIE PAR ORGANISMES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	Réalizations 2013		Réalizations 2014		
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé <sup>1</sup>
<b>Activités de fonctionnement</b>					
Excédent (déficit) de l'exercice	1	3 121 523	13 932 647	(423 142)	13 533 431
Éléments sans effet sur la trésorerie					
Amortissement	2	13 599 408	14 223 505	350 598	14 574 103
Autres					
- Réduction valeur immob.	3		1 252	8 712	9 964
- (Gain) perte sur cession	4	721 719	(24 074)	(640)	(24 714)
	5	17 442 650	28 133 330	(64 472)	28 092 784
Variation nette des éléments hors caisse					
Débiteurs	6	9 819 390	3 710 660	(13 273)	3 697 387
Autres actifs financiers	7				
Créditeurs et charges à payer	8	(174 427)	(1 849 604)	159 235	(1 704 844)
Revenus reportés	9	(140 892)	552 926	81 103	634 029
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	276 924	340 378		340 378
Propriétés destinées à la revente	11		(478 078)		(478 078)
Stocks de fournitures	12	(170 716)	198 977	16 682	215 659
Autres actifs non financiers	13	(39 573)	(40 722)	49 806	9 084
	14	27 013 356	30 567 867	229 081	30 806 399
<b>Activités d'investissement en immobilisations</b>					
Acquisition	15 (	28 521 785 ) (	22 963 440 ) (	284 358 ) (	23 247 798 )
Produit de cession	16	54 418	25 319	8 195	33 514
	17	(28 467 367)	(22 938 121)	(276 163)	(23 214 284)
<b>Activités de placement</b>					
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales					
Émission ou acquisition	18 (	(70 322)) (	111 001 ) (	) (	111 001 )
Remboursement ou cession	19				
Variation nette des placements temporaires	20		(1 773 605)	44 139	(1 729 466)
Variation nette des autres placements à long terme	21				
	22	70 322	(1 884 606)	44 139	(1 840 467)
<b>Activités de financement</b>					
Émission de dettes à long terme	23	14 752 000	10 813 000	247 074	11 060 074
Remboursement de la dette à long terme	24 (	6 919 400 ) (	12 851 000 ) (	241 742 ) (	13 092 742 )
Variation nette des emprunts temporaires	25	(4 964 107)	(625 072)	(49 900)	(674 972)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	(35 169)	100 087		100 087
Autres					
-	27				
-	28				
	29	2 833 324	(2 562 985)	(44 568)	(2 607 553)
<b>Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>	30	1 449 635	3 182 155	(47 511)	3 144 095
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice</b>	31	6 745 217	8 194 852	708 339	8 903 191
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice</b> (note 23)	32	8 194 852	11 377 007	660 828	12 047 286

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES  
CHARGES PAR OBJETS PAR ORGANISMES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		<u>Réalisations 2013</u>	<u>Budget 2014</u>	<u>Réalisations 2014</u>		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé <sup>1</sup>
<b>Rémunération</b>	1	26 760 298	28 590 078	26 562 984	3 207 805	29 770 789
<b>Charges sociales</b>	2	5 879 891	6 220 000	6 731 043	591 872	7 322 915
<b>Biens et services</b>	3	22 167 733	19 919 222	20 376 380	4 337 174	24 713 554
<b>Frais de financement</b>						
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge						
De l'organisme municipal	4	2 136 725	2 170 742	1 815 525		1 815 525
D'autres organismes municipaux	5					
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6	180 953	382 329	365 071		365 071
D'autres tiers	7	237 683	225 000	238 986		238 986
Autres frais de financement	8	1 477 037	1 667 700	1 413 954	24 900	1 438 854
<b>Contributions à des organismes</b>						
Organismes municipaux						
Quotes-parts	9	9 146 497	9 537 202	9 315 356		9 315 356
Autres	10	3 839 142		4 303 080	302 319	123 608
Autres organismes	11	2 832 830	7 253 856	3 049 434		3 049 434
<b>Amortissement des immobilisations</b>	12	13 599 408	11 527 762	14 223 505	350 598	14 574 103
<b>Autres</b>						
- Autres dépenses	13	583 251	135 200	673 015	2 723	675 738
-	14					
-	15					
	16	88 841 448	87 629 091	89 068 333	8 817 391	93 403 933

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Budget 2014	Réalizations	
			2014	2013
<b>Revenus</b>				
Taxes	1	73 167 893	73 961 730	73 031 652
Compensations tenant lieu de taxes	2	2 341 306	2 371 727	2 454 881
Quotes-parts	3			
Transferts	4	5 893 602	6 098 129	(1 160 656)
Services rendus	5	6 373 025	6 446 635	6 400 225
Imposition de droits	6	2 909 600	3 090 039	3 520 028
Amendes et pénalités	7	3 003 250	3 391 980	3 147 894
Intérêts	8	314 502	648 224	340 922
Autres revenus	9	215 140	10 928 900	8 272 828
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10			
	11	94 218 318	106 937 364	96 007 774
<b>Charges</b>				
Administration générale	12	9 445 114	9 407 723	10 503 200
Sécurité publique	13	17 136 756	17 083 803	16 957 544
Transport	14	18 279 806	19 623 812	19 187 997
Hygiène du milieu	15	20 223 624	20 630 895	20 230 951
Santé et bien-être	16	281 349	323 888	272 692
Aménagement, urbanisme et développement	17	4 813 193	5 263 113	4 899 054
Loisirs et culture	18	17 314 178	17 212 263	16 897 126
Réseau d'électricité	19			
Frais de financement	20	4 470 671	3 858 436	4 051 751
	21	91 964 691	93 403 933	93 000 315
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	22	2 253 627	13 533 431	3 007 459
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23		275 286 748	272 280 299
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	24		9 342	(1 010)
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25		275 296 090	272 279 289
<b>Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice</b>	26		288 829 521	275 286 748

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S8.



**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Budget 2014	Réalizations	
			2014	2013
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	1	2 253 627	13 533 431	3 007 459
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	) (	23 247 798 ) (	28 731 296 )
Produit de cession	3		33 514	67 851
Amortissement	4		14 574 103	13 913 451
(Gain) perte sur cession	5		(24 714)	(21 524)
Réduction de valeur / Reclassement	6		8 712	745 004
	7		(8 656 183)	(14 026 514)
Variation des propriétés destinées à la revente	8		(478 078)	
Variation des stocks de fournitures	9		215 660	(154 692)
Variation des autres actifs non financiers	10		9 084	(85 130)
	11		(253 334)	(239 822)
	12	2 253 627	4 623 914	(11 258 877)
<b>Gains (pertes) de réévaluation nets</b>	13			
<b>Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette</b>	14	2 253 627	4 623 914	(11 258 877)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15		(85 790 097)	(74 531 220)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20) / Reclassement de propriétés destinées à la revente	16		15 718	
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17		(85 774 379)	(74 531 220)
<b>Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice</b>	18		(81 150 465)	(85 790 097)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE  
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

		<b>2014</b>	<b>2013</b>
<b>ACTIFS FINANCIERS</b>			
Encaisse	1	12 079 358	8 903 538
Placements temporaires	2	2 612 472	883 006
Débiteurs (note 5)	3	26 195 189	29 892 576
Prêts (note 6)	4		
Placements à long terme (note 7)	5	252 018	141 018
Participations dans des entreprises municipales	6		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7		
Autres actifs financiers (note 9)	8		
	9	41 139 037	39 820 138
<b>PASSIFS</b>			
Découvert bancaire	10	17 605	347
Emprunts temporaires (note 10)	11	4 511 375	5 186 347
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	11 153 620	12 858 465
Revenus reportés (note 12)	13	1 572 229	938 200
Dette à long terme (note 13)	14	80 587 846	82 520 427
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15	24 446 827	24 106 449
	16	122 289 502	125 610 235
<b>ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)</b>	17	<b>(81 150 465)</b>	<b>(85 790 097)</b>
<b>ACTIFS NON FINANCIERS</b>			
Immobilisations (note 15)	18	364 663 518	356 013 713
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	4 099 430	3 621 352
Stocks de fournitures	20	902 265	1 117 924
Autres actifs non financiers (note 17)	21	314 773	323 856
	22	369 979 986	361 076 845
<b>EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ</b>	23	<b>288 829 521</b>	<b>275 286 748</b>

Obligations contractuelles (note 18)

Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
<b>Activités de fonctionnement</b>			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	13 533 431	3 007 459
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	14 574 103	13 913 451
Autres			
- Réduction valeur immob.	3	9 964	
- (Gain) perte sur cession	4	(24 714)	724 489
	5	28 092 784	17 645 399
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	3 697 387	9 751 343
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	(1 704 844)	40 709
Revenus reportés	9	634 029	(129 296)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	340 378	276 924
Propriétés destinées à la revente	11	(478 078)	
Stocks de fournitures	12	215 659	(154 692)
Autres actifs non financiers	13	9 084	(85 130)
	14	30 806 399	27 345 257
<b>Activités d'investissement en immobilisations</b>			
Acquisition	15	( 23 247 798 )	( 28 731 296 )
Produit de cession	16	33 514	67 851
	17	(23 214 284)	(28 663 445)
<b>Activités de placement</b>			
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	18	( 111 001 )	( 70 322 )
Remboursement ou cession	19		
Variation nette des placements temporaires	20	(1 729 466)	(14 624)
Variation nette des autres placements à long terme	21		
	22	(1 840 467)	55 698
<b>Activités de financement</b>			
Émission de dettes à long terme	23	11 060 074	14 966 098
Remboursement de la dette à long terme	24	( 13 092 742 )	( 7 098 814 )
Variation nette des emprunts temporaires	25	(674 972)	(4 913 008)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	100 087	(35 169)
Autres			
- Réduction de dette	27		(1 009)
-	28		
	29	(2 607 553)	2 918 098
<b>Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>	30	3 144 095	1 655 608
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice</b>	31	8 903 191	7 247 583
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)</b>	32	12 047 286	8 903 191

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

### 1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Granby a été constituée en vertu de la Loi sur les Cités et Villes suite à un décret de fusion en date du 1er janvier 2007. La nouvelle Ville de Granby est issue de la fusion de la municipalité du Canton de Granby et de l'ancienne Ville de Granby.

### 2. Principales méthodes comptables

La direction est responsable de la préparation des états financiers consolidés (ci-après les « états financiers ») de la Ville de Granby, lesquels sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (ci-après les « normes comptables »).

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au Manuel de la présentation de l'information financière municipale publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (le déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages 8 et 9, la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages 19-1 et 19-2, et l'endettement total net à long terme présenté à la page 21.

#### A) Périmètre comptable et partenariat

Les états financiers présentent la quote-part revenant à la Ville dans les actifs, les passifs, les revenus et les charges des organismes auxquels elle participe.

Les organismes suivants ont été consolidés sur la base de la consolidation ligne par ligne à 100 % :

Granby Multi-Sports

Vie culturelle et communautaire de Granby

Le Centre d'interprétation de la Nature du Lac Boivin

La Corporation de Développement Commercial et Touristique de Granby et régions

Le club de Golf Miner inc.

Les organismes suivants ont été consolidés sur la base de la consolidation proportionnelle ligne par ligne dans les proportions indiquées:

La Régie Aéroportuaire Régionale des Cantons de l'Est à 33.33 %

Ami-Bus Inc. à 83.89 %

#### B) Comptabilité d'exercice

Estimations comptables

Pour dresser les états financiers conformément aux normes comptables, la direction de la Ville doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la Ville pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

Constatation des revenus

Les taxes se rapportant à l'année visée sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit, soit lors du dépôt des rôles de perception initial et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles;

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement;

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats d'évaluateur;

Les revenus des services rendus sont constatés lorsque le service est fourni et qu'il donne lieu à une créance;

Les contributions de la Municipalité régionale de comté de La Haute-Yamaska sont constatées dans l'exercice au cours duquel les critères d'admissibilité ont été satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants est possible;

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits;

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;

Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

### **C) Actifs financiers**

Les actifs financiers sont comptabilisés au coût.

#### **PLACEMENTS**

Les placements temporaires sont constitués de dépôts à terme.

Les placements à long terme sont constitués de placement à titre d'investissement sont comptabilisés au coût.

Si une indication objective de dépréciation existe, une perte de valeur est comptabilisée lorsqu'un placement subit une moins-value durable. Toute augmentation ultérieure de la valeur d'un placement ayant fait l'objet d'une réduction de valeur n'est comptabilisée à l'état consolidé des résultats qu'au moment de sa réalisation.

### **D) Actifs non financiers**

Les actifs non financiers sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

#### **Stocks**

Le coût des stocks de pièces de véhicules est déterminé selon la méthode du coût moyen pondéré et le coût des autres stocks est déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti. Les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation.

#### **Immobilisations**

##### *Amortissement*

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux annuels suivants:

	Taux
Infrastructures de rues	2.5 %
Autres infrastructures	5 à 20 %
Resurfaçage	10 %
Bâtiments	2.5 %

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Bâtiments - Améliorations locatives	10 %
Véhicules automobiles	10 à 20 %
Véhicules lourds	10 %
Ameublement et équipement de bureau	10 à 20 %
Machinerie, outillage et équipement	10 à 20 %
Machineries lourdes	10 %

*Réduction de valeur*

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la Ville de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations est passée en charges à l'état consolidé des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

**E) Revenus de transfert**

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, pour autant qu'ils aient été autorisés, que les critères d'admissibilité soient satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants soit possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif au poste de Revenus reportés.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**F) Avantages sociaux futurs**

**Avantages sociaux futurs à prestations déterminées**

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment :

-l'assurance vie offerte aux retraités.

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 ("la Loi"). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état consolidé de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante : répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la ville en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sur les soldes d'ouverture et les résultats de l'exercice 2014 sont décrits dans les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs à la page S24-1 des états financiers.

La Ville de Granby a choisi d'évaluer la valeur des actifs du régime selon une méthode de valeur actuarielle lissée sur 5 ans.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement en charge. Il fait l'objet en contrepartie d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir aux fins de taxation.

Le déficit initial au titre des avantages sociaux futurs constaté en date du 1er janvier 2007 correspond à la somme des déficits initiaux moins les surplus initiaux en prenant en considération tous les régimes, capitalisés et non capitalisés. La constatation s'est faite par redressement du surplus (déficit) accumulé non affecté des exercices antérieurs. Ce redressement fait l'objet en contrepartie d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir aux fins de taxation.

Le déficit initial au titre des avantages sociaux futurs constaté en date du 1er janvier 2007 ainsi que la charge de l'exercice attribuées aux prestations régulièrement bonifiées ont fait l'objet en contrepartie d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

pourvoir aux fins de taxation jusqu'en 2010. Les soldes accumulés devront être amortis d'ici le 1er janvier 2020.

L'excédent de la charge de l'exercice sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés fait l'objet en contrepartie d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir aux fins de taxation.



## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

### G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la Ville a choisi de reporter l'imposition en tout ou en partie de la taxation aux exercices futurs.

S'il y a lieu, le montant présenté est le montant net des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la Ville a choisi de devancer l'imposition en tout ou en partie de la taxation.

Ces montants sont créés aux fins suivantes et sont amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux renseignements complémentaires consolidés de l'excédent (du déficit) de fonctionnement à des fins fiscales :

-Avantages sociaux futurs :

- pour le déficit constaté initialement au 1er janvier 2007 : dans le cas des régimes capitalisés et non capitalisés, sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants;
- pour le coût relié aux services passés découlant de modifications de régime de retraite à prestations déterminées : sur la DMERCA des salariés participants touchés;
- pour le déficit initial en date du 1er janvier 2007 ainsi que la dépense de fonctionnement de l'exercice attribuées aux prestations régulièrement bonifiées : la Ville se prévaut des allègements prévus par le Ministère.
- pour l'excédent de la dépense de fonctionnement sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés : la Ville se prévaut des allègements prévus par le Ministère.

-Appariement fiscal des revenus de transfert :

-Démarcation des intérêts et du capital : exercice subséquent;

-Redressement de 2013, sans financement à long terme en attendant les transferts : au fur et à mesure de la constatation des revenus de transfert.

### H) Instruments financiers

s.o

### I) Autres éléments

PROPRIÉTÉS DESTINÉES À LA REVENTE

Les propriétés destinées à la revente sont évaluées au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût propre. Les propriétés destinées à la revente sont constatées à titre d'actif non financier.

FRAIS REPORTÉS LIÉS À LA DETTE À LONG TERME

Les frais d'émission liés à la dette sont présentés en réduction de la dette à long terme et sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée des emprunts correspondants.

### 3. Modification de méthodes comptables

La Ville de Granby a choisi d'évaluer la valeur des actifs du régime selon une méthode de valeur actuarielle lissée sur 5 ans.

Le Conseil sur la comptabilité dans le secteur public (CCSP) a publié le chapitre SP 3260 intitulé « Passif au titre des sites contaminés ». Ce chapitre établit des normes sur la façon de comptabiliser et de présenter un passif au titre de l'assainissement de sites contaminés. Ce chapitre s'appliquera aux exercices ouverts à compter du 1er avril 2014. La Ville évalue présentement l'incidence de ces modifications sur ses états financiers.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Le CCSP a publié le chapitre SP 3450 intitulé « Instruments financiers ». Ce chapitre établit des normes sur la façon de comptabiliser et de présenter tous les types d'instruments financiers, y compris les dérivés. Ce chapitre s'appliquera aux exercices ouverts à compter du 1er avril 2016. La Ville évalue présentement l'incidence de ces modifications sur ses états financiers.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
<b>4. Encaisse et placements affectés</b>			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1	1 160 182	1 734 239
Placements temporaires	2	838 867	883 006
Placements à long terme	3		
<b>Note</b>			
<b>5. Débiteurs</b>			
Taxes municipales	4	4 115 052	4 335 617
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	7 664 354	9 005 609
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7	1 884 238	2 326 849
Organismes municipaux	8	121 664	123 609
Autres			
- Mutation, Amendes, etc...	9	4 036 579	4 783 136
- Terrains Terre Miner	10	8 373 302	9 317 756
	11	26 195 189	29 892 576
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12	2 925 956	4 213 767
Organismes municipaux	13		
Autres tiers	14		
	15	2 925 956	4 213 767
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16	952 801	853 485
<b>Note</b>			
<b>6. Prêts</b>			
Prêts à un office d'habitation	17		
Prêts à un fonds d'investissement	18		
Autres			
-	19		
-	20		
	21		
<b>Note</b>			
<b>7. Placements à long terme</b>			
Placements à titre d'investissement	22	252 018	141 018
Autres placements	23		
	24	252 018	141 018
<b>Note</b>			
Le placement à titre d'investissement est constitué de la participation dans le fonds de garantie de la franchise en responsabilité civile et en biens de l'Union des municipalités du Québec.			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
<b>8. Avantages sociaux futurs</b>			
<b>Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs</b>			
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25	(10 895 013)	(10 931 035)
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26	( 13 551 814 )	( 13 175 414 )
	27	<u>(24 446 827)</u>	<u>(24 106 449)</u>
<b>Charge de l'exercice</b>			
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28	3 489 578	3 188 224
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29	661 600	559 100
Régimes à cotisations déterminées	30		
Autres régimes (REER et autres)	31	26	5 394
Régimes de retraite des élus municipaux	32	91 247	90 024
	33	<u>4 242 451</u>	<u>3 842 742</u>

Se référer à la section "Autres renseignements complémentaires" pour plus de détails.

<b>9. Autres actifs financiers</b>			
Propriétés destinées à la revente (note 16)	34		
Autres	35		
	36		

**Note**

**10. Emprunts temporaires**  
La Ville de Granby bénéficie de marges de crédit pour un total autorisé de 55 000 000 \$ au taux préférentiel en vigueur. Au 31 décembre 2014, le taux était de 3.00 % et les marges de crédit sont renouvelables annuellement.

<b>11. Crédoeurs et charges à payer</b>			
Fournisseurs	37	3 684 000	4 912 521
Salaires et avantages sociaux	38	2 249 677	2 498 005
Dépôts et retenues de garantie	39	4 536 911	4 884 062
Provision pour contestations d'évaluation	40		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41		
Autres			
- Int. dette L.T. & autres courus	42	683 032	563 877
-	43		
-	44		
-	45		
-	46		
	47	<u>11 153 620</u>	<u>12 858 465</u>

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		<b>2014</b>	<b>2013</b>
<hr/>			
<b>12. Revenus reportés</b>			
Taxes perçues d'avance	48	35 588	122 370
Transferts	49	32 357	8 000
Autres			
- Carrières & Sablières	50	562 080	
- Autres revenus	51	942 204	807 830
	52	1 572 229	938 200
<hr/>			
<b>Note</b>			
<hr/>			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

						2014	2013
13. Dette à long terme	Taux d'intérêt		Échéance				
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,30	4,20	2015	2021	53	80 791 000	82 829 000
Obligations et billets en monnaies étrangères					54		
Gains (pertes) de change reportés					55		
					56		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					57		
Organismes municipaux	2,49	6,70	2015	2020	58	248 815	263 786
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	6,87	6,87	2015	2019	59	33 203	12 900
Autres					60		
					61	81 073 018	83 105 686
Frais reportés liés à la dette à long terme					62	( 485 172 )	( 585 259 )
					63	80 587 846	82 520 427

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2014				
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres					
2015	64	72	10 463 000	80	8 730	89	209 460	97	10 681 190
2016	65	73	19 666 000	81	8 730	90	17 771	98	19 692 501
2017	66	74	21 383 000	82	8 730	91	11 682	99	21 403 412
2018	67	75	20 425 000	83	4 972	92	6 566	100	20 436 538
2019	68	76	5 848 000	84	3 315	93	3 336	101	5 854 651
2020 et +	69	77	3 006 000	85		94		102	3 006 000
	70	78	80 791 000	86	34 477	95	248 815	103	81 074 292
Intérêts et frais accessoires				87	( 1 274 )			104	( 1 274 )
	71	79	80 791 000	88	33 203	96	248 815	105	81 073 018

**Note**

	2014	2013
14. Actifs financiers nets (dette nette)		
Revenant à (à la charge de)		
L'organisme municipal	106 (68 341 578)	(72 665 178)
Tiers		
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	107 (12 555 989)	(12 636 272)
Autres	108 (252 898)	(488 647)
	109 (81 150 465)	(85 790 097)

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<b>15. Immobilisations</b>		<b>Solde au début</b>		<b>Addition</b>		<b>Cession / Ajustement</b>		<b>Solde à la fin</b>
<b>COÛT</b>								
Infrastructures								
Eau potable	110	52 871 728	138	3 514 784	165	(124 083)	192	56 510 595
Eaux usées	111	114 908 821	139	7 686 091	166	(47)	193	122 594 959
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	112	156 785 574	140	8 367 535	167		194	165 153 109
Autres	113	39 511 618	141	2 574 233	168	124 130	195	41 961 721
Réseau d'électricité	114		142		169		196	
Bâtiments	115	57 898 494	143	120 636	170		197	58 019 130
Améliorations locatives	116	130 992	144	984	171		198	131 976
Véhicules	117	14 924 929	145	772 799	172	307 829	199	15 389 899
Ameublement et équipement de bureau	118	8 731 272	146	1 173 676	173	14 144	200	9 890 804
Machinerie, outillage et équipement divers	119	6 242 634	147	275 303	174	167 985	201	6 349 952
Terrains	120	16 867 128	148	542 371	175		202	17 409 499
Autres	121	131 966	149	32 424	176		203	164 390
	122	<u>469 005 156</u>	150	<u>25 060 836</u>	177	<u>489 958</u>	204	<u>493 576 034</u>
Immobilisations en cours	123	<u>75 975 858</u>	151	<u>(1 813 038)</u>	178		205	<u>74 162 820</u>
	124	<u>544 981 014</u>	152	<u>23 247 798</u>	179	<u>489 958</u>	206	<u>567 738 854</u>
<b>AMORTISSEMENT CUMULÉ</b>								
Infrastructures								
Eau potable	125	22 827 877	153	1 372 718	180	(32 326)	207	24 232 921
Eaux usées	126	40 239 307	154	2 968 298	181		208	43 207 605
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	127	62 791 293	155	4 474 935	182		209	67 266 228
Autres	128	20 935 634	156	1 712 819	183	32 325	210	22 616 128
Réseau d'électricité	129		157		184		211	
Bâtiments	130	20 774 369	158	1 516 152	185		212	22 290 521
Améliorations locatives	131	122 120	159	1 114	186		213	123 234
Véhicules	132	9 940 596	160	1 146 609	187	295 324	214	10 791 881
Ameublement et équipement de bureau	133	6 979 207	161	784 591	188	11 499	215	7 752 299
Machinerie, outillage et équipement divers	134	4 332 572	162	571 137	189	159 246	216	4 744 463
Autres	135	<u>24 326</u>	163	<u>25 730</u>	190		217	<u>50 056</u>
	136	<u>188 967 301</u>	164	<u>14 574 103</u>	191	<u>466 068</u>	218	<u>203 075 336</u>
<b>VALEUR COMPTABLE NETTE</b>	137	<u>356 013 713</u>					219	<u>364 663 518</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	220	23 195	223	28 600	225		227	51 795
Amortissement cumulé	221	(4 639)	224	(5 618)	226		228	(10 257)
Valeur comptable nette	222	<u>18 556</u>					229	<u>41 538</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
<b>16. Propriétés destinées à la revente</b>			
Immeubles de la réserve foncière	230		
Immeubles industriels municipaux	231	798 370	811 748
Autres	232	3 301 060	2 809 604
	233	4 099 430	3 621 352
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	234		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste "Propriétés destinées à la revente"	235	4 099 430	3 621 352

**Note****17. Autres actifs non financiers**

Frais payés d'avance	236	225 923	249 394
Frais reportés			
- Dépenses reportées	237	88 850	74 462
-	238		
	239	314 773	323 856

**Note****18. Obligations contractuelles**

En vertu de divers contrats et ententes échéant à différentes dates jusqu'en décembre 2019, la Ville de Granby s'est engagée pour les années futures pour une somme globale de 10 544 000 \$. Pour pourvoir à ces engagements, la Ville de Granby devra prévoir pour les cinq prochains exercices financiers, les sommes approximatives suivantes :

2015	4 623 000 \$
2016	2 944 000 \$
2017	1 681 000 \$
2018	474 000 \$
2019	822 000 \$

Office municipal d'habitation de la Ville

L'Office municipal d'habitation de Granby, la Ville de Granby et la Société d'habitation du Québec ont signé une convention qui prévoit le paiement d'une subvention comblant le déficit d'exploitation des ensembles administrés. La Société d'habitation du Québec contribue à 90 % au déficit d'exploitation et la Ville de Granby subventionne le solde du déficit.

**19. Éventualités****a) Cautionnement et garantie**

La Ville est conjointement responsable avec d'autres municipalités de la dette à long terme de la Municipalité régionale de comté de La Haute-Yamaska. Au 31 décembre 2014, la portion de la dette à long terme attribuable à la Ville s'élève à 2 640 582 \$.



**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

---

**b) Auto-assurance**

S.O.

**c) Poursuites**

Au 31 décembre 2014, les réclamations en dommages contestées par la Ville de Granby s'élèvent à environ 3 700 000 \$. La Ville de Granby est couverte par une assurance responsabilité de 15 millions \$. Tout paiement additionnel pouvant résulter du dénouement de ces éventualités sera imputé aux résultats de l'exercice en cours.

**d) Autres**

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**20. Redressement aux exercices antérieurs**

S.O.

**21. Données budgétaires**

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et des budgets adoptés par les organismes contrôlés, après élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'administration municipale est également présentée dans les informations sectorielles.

**22. Instruments financiers**

S.O.

		2014		2013
<b>23. Trésorerie et équivalents de trésorerie</b>				
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :				
Encaisse	240	12 079 358		8 903 538
Découvert bancaire	241	( 17 605 )	(	347 )
Placements temporaires	242	2 612 472		883 006
<i>Ajouter</i>				
-	243			
-	244			
-	245			
-	246			
<i>Déduire</i>				
- Placements temporaires	247	( 2 626 939 )	(	883 006 )
-	248		(	
-	249		(	
-	250		(	
-	251		(	
-	252		(	
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice</b>	253	12 047 286		8 903 191

**Note****24. Fonds de roulement**

La Ville de Granby possède un fonds de roulement dont le capital est fixé à 8 000 000 \$. Les remboursements en capital à effectuer au cours des cinq (5) prochaines années se font à même les activités financières de fonctionnement.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**25. Placements temporaires**

Les placements temporaires sont composés de dépôts à terme portant intérêt à des taux variant de 0.65 % à 1.40 %, et échéant à différentes dates jusqu'en 2015.

---

**26. Risques environnementaux**

Les opérations de la Ville sont régies par les lois gouvernementales concernant la protection de l'environnement. Les conséquences environnementales sont difficilement déterminables en ce qui concerne la résultante, l'échéance ou l'impact. Présentement, au meilleur de la connaissance de ses dirigeants, la Ville fonctionne en conformité avec les lois et les règlements en vigueur. Tout paiement pouvant résulter de la restauration de sites, à l'exception de la quote-part des coûts de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement, serait comptabilisé aux résultats de l'exercice alors en cours.

---

**27. Provision pour contestations d'évaluation**

Certains contribuables résidentiels et non résidentiels ont contesté l'évaluation foncière de certaines propriétés inscrites aux rôles pour l'exercice 2014. Actuellement, il est impossible de déterminer les pertes éventuelles que la Ville pourrait subir au cours des prochains exercices.

Au 31 décembre 2014, des valeurs imposables totalisant 13 361 000 sont actuellement contestées. Advenant des jugements défavorables pour la Ville concernant ces litiges, les pertes seraient imputées aux résultats de l'exercice en cours.

---

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2014**

	2014	2013
<b>Excédent (déficit) accumulé</b>		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 17 121 498	16 370 619
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	2 6 024 076	4 838 840
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	3 ( 22 678 148 ) (	24 350 662 )
Financement des investissements en cours	4 (2 908 889)	(3 082 885)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	5 291 270 984	281 510 836
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	6	
	7 288 829 521	275 286 748

**VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS**

**Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés**

Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale

- Surplus réservé - PRF	8 147 353	445 113
-	9	
- Surplus affecté - engagements	10 1 237 000	1 063 900
- Surplus affecté - autres	11 2 262 927	1 106 200
- Surplus affecté - immobilisati	12 1 150 000	
- Surplus affecté-RGQ Phase VIII	13	16 000
- Surplus affecté-RGQ Phase IX	14	38 000
- Surplus affecté-RGQ Phase X	15 56 800	135 000
-	16	
	17 4 854 080	2 804 213

Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés

- Surplus autres organismes	18 712 170	1 009 074
-	19	
-	20	
	21 712 170	1 009 074

Réserves financières

-	22	
-	23	
-	24	
-	25	
-	26	
	27	

Fonds réservés

Fonds de roulement	28 25 457	338 177
Fonds parcs et terrains de jeux	29 133 270	70 815
Fonds local (ou fonds régional pour les MRC) - Réfection et entretien de certaines voies publiques	30	405 098
Société québécoise d'assainissement des eaux	31	
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	32 49 567	49 567
Financement des activités de fonctionnement	33	
Autres		
- Fonds de stationnement	34 60 742	57 334
- Fonds - milieux humides	35 188 790	104 562
-	36	
-	37	
	38 457 826	1 025 553
	39 6 024 076	4 838 840

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2014**

	2014	2013
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)</b>		
<b>Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir</b>		
Modifications comptables du 1 <sup>er</sup> janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	40 ( ) ( )	( )
Intérêts sur la dette à long terme	41 ( ) ( )	( )
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes capitalisés	42 ( 5 410 300 ) ( )	( 5 754 000 )
Régimes non capitalisés	43 ( 9 021 500 ) ( )	( 9 021 500 )
Avantages postérieurs au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	44 ( ) ( )	( )
Autres	45 ( 4 255 900 ) ( )	( 4 255 900 )
Régimes non capitalisés	46 ( 4 530 314 ) ( )	( 4 153 914 )
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	47 ( ) ( )	( )
Mesures transitoires relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	48 ( ) ( )	( )
Utilisation du fonds de roulement	49 ( ) ( )	( )
Appariement fiscal pour revenus de transfert	50 ( (1 228 566) ) ( )	( 1 384 481 )
Autres		
-	51 ( ) ( )	( )
-	52 ( ) ( )	( )
	53 ( 21 989 448 ) ( )	( 24 569 795 )
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	54 ( ) ( )	( )
Autre financement	55 ( 688 700 ) ( )	( 219 133 )
	56 ( 22 678 148 ) ( )	( 24 350 662 )
<b>Financement des investissements en cours</b>		
Financement non utilisé	57 10 503 352	9 649 234
Investissements à financer	58 ( 13 412 241 ) ( )	( 12 732 119 )
	59 ( 2 908 889 )	( 3 082 885 )
<b>Investissement net dans les immobilisations et autres actifs</b>		
Éléments d'actif		
Immobilisations	60 364 663 518	356 013 713
Propriétés destinées à la revente	61 4 099 430	3 621 352
Prêts	62	
Placements à titre d'investissement	63 252 018	141 018
Participations dans des entreprises municipales	64	
	65 369 014 966	359 776 083
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	66 80 587 846	82 520 427
Frais reportés liés à la dette à long terme	67 485 172	585 259
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	68 ( 2 925 956 ) ( )	( 4 213 767 )
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	69 ( ) ( )	( )
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	70 ( 486 400 ) ( )	( 722 357 )
	71 77 660 662	78 169 562
Dette en cours de refinancement et autres éléments	72 83 320	95 685
	73 77 743 982	78 265 247
	74 291 270 984	281 510 836

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS  
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 <u>1</u>	2 <u>        </u>	3 <u>        </u>

**Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements**

La Ville de Granby offre à ses employés un régime de retraite à prestations déterminées. Les employés versent une cotisation déterminée et l'employeur assume le solde des cotisations requises à son provisionnement. Les rentes sont établies sur la base d'un crédit de rente de 2 % du salaire admissible. La Ville de Granby réserve annuellement 1,5 % de la masse salariale, cette somme pourra servir à l'indexation des rentes des retraités. Cette décision sera prise sur base ad hoc à chaque évaluation actuarielle.

La Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal

Le 5 décembre 2014, le gouvernement du Québec a sanctionné la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (RLRQ, c. 15) (ci-après la « Loi »). La Loi vise la restructuration des régimes de retraite et vient distinguer les modalités d'application relativement au service accumulé avant le 1er janvier 2014 (ci-après le « service antérieur ») et le service qui s'accumule à compter de cette date (ci-après le « service postérieur »). Une évaluation actuarielle au 31 décembre 2013 est requise par la Loi pour tous les régimes visés.

Un processus prévoit une période de négociations débutant le 1er février 2015 afin de déterminer la nature des changements qui seront apportés aux régimes. En l'absence d'entente, une décision sans appel sera prise ultimement par un arbitre. Il est à noter que selon les conditions prévues à la Loi, certains régimes peuvent faire l'objet de report dans le processus avec négociations à compter du 1er janvier 2016 (ci-après « régimes avec report »). Pour ces régimes avec report, une évaluation au 31 décembre 2014 sera requise. Certains changements de la Loi s'appliquent dès le 1er janvier 2014, d'autres s'appliquent à la conclusion de l'entente entre les parties alors que d'autres éléments s'appliquent à la fin de la convention collective en vigueur pour les régimes avec report.

Des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité ont été déposées devant la Cour supérieure visant à faire annuler cette Loi. Puisque l'issue de ces démarches est indéterminable, les incidences possibles de ces requêtes n'ont pas été prises en compte au 31 décembre 2014.

La Loi prévoit divers éléments visant les modalités du service antérieur et celles du service postérieur. Sans être une liste exhaustive, voici les principaux changements prévus à la Loi.

Pour le service antérieur :

- Élimination de l'indexation automatique de la rente de retraite et de la prestation additionnelle pour les participants actifs
- Partage du déficit attribuable aux participants actifs entre la ville et les participants actifs (portion entre 45 % et 50 % aux participants actifs)
- Suspension possible de l'indexation automatique des rentes des participants retraités à compter de 2017 selon certaines conditions prévues à la Loi

Pour le service postérieur

- Élimination de l'indexation automatique de la rente de retraite et de la prestation additionnelle pour les participants actifs
- Plafonnement de la cotisation d'exercice à 18 % ou 20 % de la masse salariale, selon le groupe d'employés concernés, sujet à certains ajustements haussiers prévus à la Loi.
- Partage à 50 / 50 de la cotisation d'exercice entre les participants actifs et la ville
- Partage à 50 / 50 des déficits liés au service postérieur entre les participants actifs et la ville
- Mise en place d'un fonds de stabilisation auquel des cotisations d'au moins 10% de la

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

cotisation d'exercice seront versées (parts égales entre les participants actifs et la ville)  
Application de la Loi aux régimes de la ville et ses entités consolidées  
La ville et une entité consolidée participent à un régime de retraite qui est visé par la Loi, lequel est admissible au report. Les incidences de ces modifications pour la ville au bilan de 2014 sont résumées dans le tableau ci-dessous.

Impacts sur l'obligation au titre des prestations constituées au 1er janvier 2014

A. Élimination de l'indexation automatique et de la prestation additionnelle pour les participants actifs (0 \$)

B. Effort additionnel requis par les participants actifs (45 % du déficit)  
(2 570 500 \$)

C. Obligation implicite (valeur de A. qui excède 45 % du déficit attribuable aux participants actifs) (0 \$)

D. Impact net sur l'obligation au titre des prestations constituées (2 570 500 \$)

Pertes actuarielles nette constatées dans l'exercice 2014 2 570 500 \$

Impact sur le coût du service courant de l'exercice 2014(0 \$)

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
<b>Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs</b>		
Actif (passif) au début de l'exercice	4 (10 931 035)	(10 961 111)
Charge de l'exercice	5 ( 3 489 578 )	( 3 188 224 )
Cotisations versées par l'employeur	6 3 525 600	3 218 300
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7 <u>(10 895 013)</u>	<u>(10 931 035)</u>
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8 91 021 800	83 566 700
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 ( 104 881 800 )	( 106 745 100 )
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10 (13 860 000)	(23 178 400)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11 4 193 800	13 168 500
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12 (9 666 200)	(10 009 900)
Provision pour moins-value	13 ( 1 228 813 )	( 921 135 )
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14 <u>(10 895 013)</u>	<u>(10 931 035)</u>
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs</b>		
Nombre de régimes en cause	15 <u>1</u>	<u>1</u>
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16 91 021 800	83 566 700
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 ( 104 881 800 )	( 106 745 100 )
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 ( 13 860 000 )	( 23 178 400 )
<b>Charge de l'exercice</b>		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19 3 837 400	3 367 500
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20 (5 530 200)	
	21 (1 692 800)	3 367 500
Cotisations salariales des employés	22 ( 2 068 200 )	( 2 043 100 )
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 ( 27 900 )	( 22 400 )
	24 (3 788 900)	1 302 000
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25 473 600	538 100
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26 5 530 200	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28	
Variation de la provision pour moins-value	29	
Autres		
- Provision pour indexation	30 307 678	322 224
-	31	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32 <u>2 522 578</u>	<u>2 162 324</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 5 982 600	5 816 600
Rendement espéré des actifs	34 ( 5 015 600 )	( 4 790 700 )
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35 967 000	1 025 900
Charge de l'exercice	36 <u>3 489 578</u>	<u>3 188 224</u>



**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	2014	2013
<b>Informations complémentaires</b>		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37 7 400 200	7 188 100
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38 ( 5 015 600 )	( 4 790 700 )
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39 2 384 600	2 397 400
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40 (53 300)	(9 093 600)
Prestations versées au cours de l'exercice	41 5 566 800	5 830 200
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42 98 785 200	90 487 600
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	44 15	15
<b>Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation</b> (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	45 6,00 %	6,00 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	46 6,00 %	6,00 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	47 3,00 %	3,00 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	48 2,50 %	2,50 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	49 %	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	50 %	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	51	
Autres hypothèses économiques		
-	52	
-	53	

**B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	54	55	56 1

**Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements**

La Ville de Granby offre à ses employés actifs et retraités une assurance collective sur la vie et les soins médicaux. Ce bénéfice ne s'applique pas aux retraités cols bleus engagés après le 1er janvier 2009. Ce régime à coût partagé est non capitalisé.

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
<b>Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs</b>		
Passif au début de l'exercice	57 ( 13 175 414 )	( 12 868 414 )
Charge de l'exercice	58 ( 661 600 )	( 559 100 )
Prestations ou primes versées par l'employeur	59 285 200	252 100
Passif à la fin de l'exercice	60 ( <u>13 551 814</u> )	( <u>13 175 414</u> )
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	61 ( 13 533 800 )	( 11 388 400 )
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62 (18 014)	(1 787 014)
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	63 ( <u>13 551 814</u> )	( <u>13 175 414</u> )

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
<b>Charge de l'exercice</b>		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	64 388 400	290 500
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	65	
	66 388 400	290 500
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	67 ( )	( )
	68 388 400	290 500
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	69 (163 100)	(170 700)
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	70	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	71	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	72	
Autres		
-	73	
-	74	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	75 225 300	119 800
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	76 436 300	439 300
Charge de l'exercice	77 <u>661 600</u>	<u>559 100</u>
<b>Informations complémentaires</b>		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	78 (1 605 900)	(91 700)
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	79 13	12
<b>Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation</b> (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	80 3,25 %	3,75 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	81 2,75 %	2,75 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	82 %	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	83 6,83 %	7,00 %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	84 4,50 %	4,50 %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	85	
Autres hypothèses économiques		
-	86	
-	87	

**C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES**

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 88 \_\_\_\_\_

**Description des régimes et autres renseignements**

S . O .

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
<b>Charge de l'exercice</b>		
Cotisations de l'employeur	89 _____	_____

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)**

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 90 1

**Description des régimes et autres renseignements**

REER individuel

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
<b>Charge de l'exercice</b>		
Cotisations de l'employeur 91	<u>26</u>	<u>5 394</u>

**E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX**

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM) 92  Oui  
 93  Non

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
Nombre d'élus participants actifs à la fin de l'exercice 94	<u>11</u>	<u>11</u>

**Description du régime**

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
<b>Cotisations des élus au RREM</b> 95	<u>18 101</u>	<u>17 972</u>
<b>Charge de l'exercice</b>		
Contributions de l'employeur au RREM 96	60 999	60 565
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM 97	<u>30 248</u>	<u>29 459</u>
98	<u>91 247</u>	<u>90 024</u>

**Note**

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2014**

<b>Administration municipale</b>		
Dettes à long terme	1	80 791 000
<b>Ajouter</b>		
Activités d'investissement à financer	2	13 412 240
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dettes en cours de refinancement	4	
Autres		
-	5	
-	6	
<b>Déduire</b>		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé	7	49 567
Débiteurs	8	2 925 956
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	9 665 015
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	
Autres		
- Rev. futurs pr dette non émise	12	1 671 949
-	13	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	79 890 753
<b>Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés</b>	15	283 292
Endettement net à long terme	16	80 174 045
<b>Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes</b>		
Municipalité régionale de comté	17	2 640 582
Communauté métropolitaine	18	
Autres organismes	19	
Endettement total net à long terme	20	82 814 627
Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	22	82 814 627
Endettement lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	

---

# RENSEIGNEMENTS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	<b>Administration municipale</b>		<b>Données consolidées</b>		
	<b>Budget</b>	<b>Réalisations</b>	<b>Réalisations</b>	<b>Réalisations</b>	
<b>TAXES</b>	<b>2014</b>	<b>2014</b>	<b>2014</b>	<b>2013</b>	
<b>SUR LA VALEUR FONCIÈRE</b>					
Taxes générales					
Taxe foncière générale	1	49 207 359	49 295 530	49 295 530	47 252 036
Taxes spéciales					
Service de la dette	2	5 957 341	6 006 970	6 006 970	
Activités de fonctionnement	3				
Activités d'investissement	4				
Taxes de secteur					
Taxes spéciales					
Service de la dette	5	863 000	879 406	879 406	8 234 660
Activités de fonctionnement	6				
Activités d'investissement	7		200 000	200 000	301 716
Autres	8				
	9	56 027 700	56 381 906	56 381 906	55 788 412
<b>SUR UNE AUTRE BASE</b>					
Taxes, compensations et tarification					
Services municipaux					
Eau	10	4 376 300	4 321 205	4 321 205	4 325 325
Égout	11				
Traitement des eaux usées	12	5 248 000	5 412 363	5 412 363	5 324 106
Matières résiduelles	13	6 903 400	6 975 094	6 975 094	6 890 340
Autres					
-	14				
-	15				
-	16				
Centres d'urgence 9-1-1	17	312 000	335 274	335 274	303 778
Service de la dette	18	300 493	535 888	535 888	399 691
Activités de fonctionnement	19				
Activités d'investissement	20				
	21	17 140 193	17 579 824	17 579 824	17 243 240
Taxes d'affaires					
Sur l'ensemble de la valeur locative	22				
Autres	23				
	24				
	25	17 140 193	17 579 824	17 579 824	17 243 240
	26	73 167 893	73 961 730	73 961 730	73 031 652

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
<b>COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES</b>				
<b>GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES</b>				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	27	159 050	159 050	159 058
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	28	1 906	2 920	3 312
Taxes d'affaires	29			
Compensations pour les terres publiques	30			
	31	160 956	161 970	162 370
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32	650 000	649 236	677 969
Cégeps et universités	33	170 000	166 529	168 115
Écoles primaires et secondaires	34	860 000	865 421	887 463
	35	1 680 000	1 681 186	1 733 547
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39			
	40	1 840 956	1 843 156	1 895 917
<b>GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES</b>				
Taxes sur la valeur foncière	41	34 944	34 944	34 944
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	42	406	406	406
Taxes d'affaires	43			
	44	35 350	35 350	35 350
<b>ORGANISMES MUNICIPAUX</b>				
Taxes sur la valeur foncière	45	465 000	493 221	523 614
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	46			
	47	465 000	493 221	523 614
<b>AUTRES</b>				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48			
Autres	49			
	50			
	51	2 341 306	2 371 727	2 454 881



**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
<b>TRANSFERTS</b>				
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT</b>				
<b>Administration générale</b>	52	1 000		1 994
<b>Sécurité publique</b>				
Police	53	232 320	551 450	505 372
Sécurité incendie	54			
Sécurité civile	55			
Autres	56			
<b>Transport</b>				
Réseau routier				
Voirie municipale	57	142 847	(424 836)	1 488 894
Enlèvement de la neige	58			
Autres	59		1 991 403	1 991 403
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	60	701 148	276 448	505 578
Transport adapté	61	420 000	435 232	426 978
Transport scolaire	62			
Autres	63			
Transport aérien	64			
Transport par eau	65			
Autres	66			
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67			
Réseau de distribution de l'eau potable	68	52 188	59 400	199 109
Traitement des eaux usées	69			
Réseaux d'égout	70	118 952	70 503	527 638
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	71	610 000	617 794	642 523
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	72	828 000	1 042 870	1 652 798
Tri et conditionnement	73			
Autres	74			
Autres	75			
Cours d'eau	76			
Protection de l'environnement	77		(40 840)	(40 840)
Autres	78			
<b>Santé et bien-être</b>				
Logement social	79			
Sécurité du revenu	80			
Autres	81			
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	82			
Rénovation urbaine	83	34 733	166 379	188 757
Promotion et développement économique	84			13 511
Autres	85			11 003
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	86	135 072	1 281 834	279 766
Activités culturelles				
Bibliothèques	87	7 530	241 525	(460 022)
Autres	88		4 250	43 699
<b>Réseau d'électricité</b>	89			
	90	3 283 790	6 273 412	6 014 087

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
<b>TRANSFERTS (suite)</b>				
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT</b>				
<b>Administration générale</b>	91			
<b>Sécurité publique</b>				
Police	92			
Sécurité incendie	93			
Sécurité civile	94			
Autres	95			
<b>Transport</b>				
Réseau routier				
Voirie municipale	96	1 000 000	(72 769)	(2 074 451)
Enlèvement de la neige	97			
Autres	98		(97 719)	
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	99			
Transport adapté	100			
Transport scolaire	101			
Autres	102			
Transport aérien	103			
Transport par eau	104			
Autres	105			
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106			
Réseau de distribution de l'eau potable	107	500 000	51 249	(803 768)
Traitement des eaux usées	108			
Réseaux d'égout	109	1 000 000	(307 140)	(590 579)
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	110			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	111			
Tri et conditionnement	112			
Autres	113			
Autres	114			
Cours d'eau	115			
Protection de l'environnement	116			
Autres	117			
<b>Santé et bien-être</b>				
Logement social	118			
Sécurité du revenu	119			
Autres	120			
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	121			
Rénovation urbaine	122			
Promotion et développement économique	123			
Autres	124		46 411	(196 324)
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	125		94 873	(6 262 626)
Activités culturelles				
Bibliothèques	126			
Autres	127			
<b>Réseau d'électricité</b>	128			
	129	2 500 000	(285 095)	(9 927 748)

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
<b>TRANSFERTS (suite)</b>				
<b>TRANSFERTS DE DROIT</b>				
Regroupement municipal	130			
Péréquation	131			
Réorganisation municipale	132			
Neutralité	133			
Diversification des revenus	134			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135			
Programme d'aide financière aux MRC	136			
Autres	137			2 753 005
	138			2 753 005
<b>TOTAL DES TRANSFERTS</b>	139	5 783 790	5 988 317	6 098 129 (1 160 656)

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**Non audité**

	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
<b>SERVICES RENDUS</b>				
<b>SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX</b>				
Administration générale				
Application de la loi	140	9 100	17 521	13 136
Évaluation	141			
Autres	142			
	143	9 100	17 521	13 136
Sécurité publique				
Police	144			
Sécurité incendie	145			
Sécurité civile	146			
Autres	147			
	148			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	149			
Enlèvement de la neige	150			
Autres	151			
Transport collectif	152		146 626	128 483
Autres	153		224 267	181 400
	154		370 893	309 883
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155			
Réseau de distribution de l'eau potable	156			
Traitement des eaux usées	157			
Réseaux d'égout	158			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	159			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	160			
Tri et conditionnement	161			
Autres	162			
Autres	163			
Cours d'eau	164			
Protection de l'environnement	165			
Autres	166			
	167			
Santé et bien-être				
Logement social	168			
Autres	169			
	170			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	171			
Rénovation urbaine	172			
Promotion et développement économique	173		368 900	384 489
Autres	174			
	175		368 900	384 489
Loisirs et culture				
Activités récréatives	176	154 940	152 960	2 081 996
Activités culturelles				
Bibliothèques	177			
Autres	178		1 150 031	960 579
	179	154 940	152 960	2 957 331
Réseau d'électricité	180			
	181	164 040	170 481	3 714 645
				3 750 083

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	<b>Administration municipale</b>		<b>Données consolidées</b>	
	<b>Budget</b>	<b>Réalisations</b>	<b>Réalisations</b>	<b>Réalisations</b>
<b>SERVICES RENDUS (suite)</b>	<b>2014</b>	<b>2014</b>	<b>2014</b>	<b>2013</b>
<b>AUTRES SERVICES RENDUS</b>				
Administration générale	182	436 825	384 545	400 029
Sécurité publique	183	61 700	90 049	93 481
Transport				
Réseau routier	184			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	185	275 000	337 048	294 872
Transport adapté	186			
Transport scolaire	187			
Autres	188		5 540	5 540
Autres	189	278 500	283 419	301 635
Hygiène du milieu	190	40 000	16 128	21 108
Santé et bien-être	191			
Aménagement, urbanisme et développement	192	19 325	55 157	31 095
Loisirs et culture	193	1 276 205	1 282 838	1 507 922
Réseau d'électricité	194			
	195	2 387 555	2 454 724	2 650 142
<b>TOTAL DES SERVICES RENDUS</b>	196	2 551 595	2 625 205	6 400 225
<b>IMPOSITION DE DROITS</b>				
Licences et permis	197	359 600	342 596	385 241
Droits de mutation immobilière	198	2 550 000	2 683 805	3 094 809
Droits sur les carrières et sablières	199			
Autres	200		63 638	39 978
	201	2 909 600	3 090 039	3 520 028
<b>AMENDES ET PÉNALITÉS</b>	202	3 003 250	3 391 980	3 147 894
<b>INTÉRÊTS</b>	203	310 000	643 722	340 922
<b>AUTRES REVENUS</b>				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	204	18 000	24 074	(724 303)
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	205	100 000	306 909	387 746
Gain (perte) sur cession de placements	206			
Contributions des promoteurs	207		10 670 162	8 203 498
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	208			
Contributions des organismes municipaux	209		(405 098)	21 375
Autres contributions	210			
Autres	211	96 500	332 213	384 512
	212	214 500	10 928 260	8 272 828

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2014		Réalizations 2014		Réalizations 2014	Réalizations 2013
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
<b>ADMINISTRATION GÉNÉRALE</b>							
Conseil	1	870 427	827 207		827 207	827 207	1 205 854
Application de la loi	2	686 083	752 508	26 304	778 812	778 812	598 884
Gestion financière et administrative	3	2 912 668	2 822 906	13 131	2 836 037	2 836 037	2 748 593
Greffe	4	1 197 803	1 268 094	8 864	1 276 958	1 276 958	1 813 904
Évaluation	5	722 512	678 331	14 931	693 262	693 262	704 157
Gestion du personnel	6	900 711	831 772	2 937	834 709	834 709	893 129
Autres	7	1 680 768	1 633 341	527 397	2 160 738	2 160 738	2 538 679
	8	8 970 972	8 814 159	593 564	9 407 723	9 407 723	10 503 200
<b>SÉCURITÉ PUBLIQUE</b>							
Police	9	11 568 728	11 452 348	475 852	11 928 200	11 928 200	11 788 254
Sécurité incendie	10	3 813 673	3 576 126	393 330	3 969 456	3 969 456	4 013 914
Sécurité civile	11	31 400	21 019		21 019	21 019	25 565
Autres	12	1 117 039	1 110 035	55 093	1 165 128	1 165 128	1 129 811
	13	16 530 840	16 159 528	924 275	17 083 803	17 083 803	16 957 544
<b>TRANSPORT</b>							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	4 006 210	3 616 481	5 269 046	8 885 527	8 885 527	8 745 414
Enlèvement de la neige	15	2 957 393	3 404 642	239 962	3 644 604	3 644 604	3 420 052
Éclairage des rues	16	633 086	617 851	8 392	626 243	626 243	749 491
Circulation et stationnement	17	719 306	822 927	48 326	871 253	871 253	833 427
Transport collectif							
Transport en commun	18	2 813 979	3 026 196	14 124	3 040 320	3 124 818	3 088 047
Transport aérien	19	96 000	96 000		96 000	379 291	361 934
Transport par eau	20						
Autres	21	2 073 992	1 953 548	138 528	2 092 076	2 092 076	1 989 632
	22	13 299 966	13 537 645	5 718 378	19 256 023	19 623 812	19 187 997

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**Non audité**

	Administration municipale				Données consolidées		
	Budget 2014	Réalizations 2014			Réalizations 2014	Réalizations 2013	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total			
<b>HYGIÈNE DU MILIEU</b>							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	2 751 471	2 542 878	415 305	2 958 183	2 958 183	2 859 789
Réseau de distribution de l'eau potable	24	920 594	852 393	1 090 034	1 942 427	1 942 427	1 795 517
Traitement des eaux usées	25	3 860 390	3 604 793	918 067	4 522 860	4 522 860	4 913 982
Réseaux d'égout	26	749 471	756 056	2 176 236	2 932 292	2 932 292	2 685 524
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	2 074 619	1 771 192		1 771 192	1 771 192	4 357 620
Élimination	28	1 533 098	1 533 100		1 533 100	1 533 100	
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29	1 560 651	1 596 528	18 451	1 614 979	1 614 979	2 932 362
Tri et conditionnement	30	235 044	235 044		235 044	235 044	
Matières organiques							
Collecte et transport	31	217 062	217 061		217 061	217 061	
Traitement	32	186 778	186 778		186 778	186 778	
Matériaux secs	33	1 421 874	1 421 874		1 421 874	1 421 874	
Autres	34	295 812	295 895		295 895	295 895	
Plan de gestion	35	139 625	139 625		139 625	139 625	
Autres	36						
Cours d'eau	37	106 679	170 279	42 750	213 029	213 029	153 780
Protection de l'environnement	38	416 875	613 657	2 742	616 399	616 399	502 067
Autres	39	5 148	6 491	23 666	30 157	30 157	30 310
	40	16 475 191	15 943 644	4 687 251	20 630 895	20 630 895	20 230 951
<b>SANTÉ ET BIEN-ÊTRE</b>							
Logement social	41	142 539	156 001		156 001	156 001	152 787
Sécurité du revenu	42						
Autres	43	138 810	167 887		167 887	167 887	119 905
	44	281 349	323 888		323 888	323 888	272 692
<b>AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT</b>							
Aménagement, urbanisme et zonage	45	1 532 789	1 428 971	24 235	1 453 206	1 453 206	1 366 360
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	46						
Autres biens	47	23 500	558 400	2 611	561 011	561 011	277 397
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	48	2 206 371	2 118 714	101 355	2 220 069	2 220 069	2 303 713
Tourisme	49	142 192	161 025		161 025	161 025	150 812
Autres	50						
Autres	51	404 700	472 004	13 413	485 417	867 802	800 772
	52	4 309 552	4 739 114	141 614	4 880 728	5 263 113	4 899 054

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2014	Réalizations 2014			Réalizations 2014	Réalizations 2013
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
<b>LOISIRS ET CULTURE</b>							
Activités récréatives							
Centres communautaires	53	335 021	362 029	151 649	513 678	513 678	537 101
Patinoires intérieures et extérieures	54	1 231 440	1 277 742	134 916	1 412 658	1 412 658	1 264 270
Piscines, plages et ports de plaisance	55	1 378 294	1 378 778	150 315	1 529 093	1 529 093	1 601 928
Parcs et terrains de jeux	56	2 021 362	1 891 340	1 225 813	3 117 153	3 117 153	3 022 598
Parcs régionaux	57						
Expositions et foires	58						
Autres	59	2 061 189	2 066 884	174 842	2 241 726	4 664 921	4 748 874
	60	7 027 306	6 976 773	1 837 535	8 814 308	11 237 503	11 174 771
Activités culturelles							
Centres communautaires	61	688 515	649 560	29 982	679 542	679 542	681 053
Bibliothèques	62	1 770 720	1 633 444	67 800	1 701 244	1 701 244	1 671 520
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	63						
Autres ressources du patrimoine	64						
Autres	65	2 301 147	2 233 537	223 106	2 456 643	3 593 974	3 369 782
	66	4 760 382	4 516 541	320 888	4 837 429	5 974 760	5 722 355
	67	11 787 688	11 493 314	2 158 423	13 651 737	17 212 263	16 897 126
<b>RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ</b>							
68							
<b>FRAIS DE FINANCEMENT</b>							
Dettes à long terme							
Intérêts	69	2 553 071	2 180 596		2 180 596	2 180 596	2 317 713
Autres frais	70	225 000	238 986		238 986	238 986	237 683
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	71	1 287 700	1 384 561		1 384 561	1 384 561	1 332 900
Autres	72	380 000	29 393		29 393	54 293	163 455
	73	4 445 771	3 833 536		3 833 536	3 858 436	4 051 751
<b>AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS</b>							
	74	11 527 762	14 223 505	( 14 223 505 )			



## **Section II - Autres renseignements financiers**

## TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
<b>Section II - Autres renseignements financiers</b>	
<b>Taux global de taxation réel audité</b>	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	27
Taux global de taxation réel	28
<b>Autres renseignements non audités</b>	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	32
Acquisition d'immobilisations consolidées en remplacement d'infrastructures existantes et pour nouveau développement	32
Analyse de la dette à long terme consolidée	33
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	34
Analyse de la rémunération non consolidée	35
Analyse des revenus de transfert non consolidés	35
Analyse du coût des services municipaux non consolidé	36
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	37
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé non consolidé	38
Fonds de roulement non consolidé - Capital autorisé	39
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés non consolidés	40
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	41
Taux des taxes	42
Questionnaire	44
Autres renseignements sur l'organisme municipal	45
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2016	46
Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	47

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT  
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

---

Aux membres du conseil municipal de la Ville de Granby

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2014 de la Ville de Granby (ci-après «la Ville»). Ce taux a été établi par la direction de la Ville sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après «les exigences légales»).

*Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel*

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

*Responsabilité de l'auditeur*

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

*Opinion*

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2014 de la ville a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

*Observations*

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la Ville de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT  
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

---

*Raymond Cholet Grant Thornton S.E. N.C. R. L.*<sup>1</sup>

1 CPA auditeur, CA permis de comptabilité publique no A106981

Granby

DATE 2015-05-06

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES NON CONSOLIDÉS**

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1	<u>74 405 378</u>
<b>Ajouter</b>		
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2	<u>                    </u>
<b>Déduire</b>		
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3	443 648
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4	
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5	
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6	
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7	
Dotations de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative		
Montant relatif aux taxes foncières	8	
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	<u>                    </u>
	10	<u>443 648</u>
<b>Revenus de taxes</b>	11	<u><u>73 961 730</u></u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS**

Revenus de taxes			1	73 961 730
<b>Ajouter</b>				
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière			2	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales			3	<u>443 648</u>
<b>Total partiel</b>			4	<u>74 405 378</u>
<b>Déduire</b>				
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)				
Taxes d'affaires	5			
Taxes foncières imposées en vertu du 1 <sup>er</sup> alinéa de l'article 208 LFM	6			
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	11 530 467		
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	335 274		
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9		10	<u>11 865 741</u>
<b>Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel</b>			11	<u>62 539 637</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES**

---

Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée <sup>1</sup> , au 1 <sup>er</sup> janvier 2014 <sup>2</sup>	1	<u>5 584 267 285</u>
Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée <sup>1</sup> , au 31 décembre 2014 <sup>2</sup>	2	<u>5 647 127 773</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3	<u>5 615 697 529</u>

**CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL<sup>3</sup>**

---

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4	<u>62 539 637</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5	<u>5 615 697 529</u>
<b>Taux global de taxation réel de 2014</b>	6	<input type="text" value=""/> <input type="text" value="1"/> , <input type="text" value="1"/> <input type="text" value="1"/> <input type="text" value="3"/> <input type="text" value="7"/> / 100 \$

---

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES<sup>1</sup>  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 1 <sup>er</sup> janvier 2014 <sup>2</sup>	7	_____
Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 31 décembre 2014 <sup>2</sup>	8	_____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9	_____

---

1. Pour les municipalités qui se prévalent de l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1<sup>er</sup> janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

---

## AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS



**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
<b>IMMOBILISATIONS</b>				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	2 800 000	2 410 623	2 221 911
Usines de traitement de l'eau potable	2	761 000	312 848	524 346
Usines et bassins d'épuration	3	432 000	368 765	250 756
Conduites d'égout	4	2 888 000	6 948 286	7 417 874
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	4 449 000	9 458 359	9 481 971
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8		15 948	39 607
Aires de stationnement	9			23 565
Parcs et terrains de jeux	10	669 000	837 516	1 523 012
Autres infrastructures	11		438 112	544 361
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	255 000	235 550	437 113
Édifices communautaires et récréatifs	14	1 212 000	(849 453)	4 414 198
Améliorations locatives	15		984	
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	807 000	1 176 970	488 660
Ameublement et équipement de bureau	18	693 000	835 225	605 157
Machinerie, outillage et équipement divers	19	644 000	674 691	530 237
Terrains	20		100 000	
Autres	21	190 000		228 528
	22	15 800 000	22 963 440	28 731 296

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES EN REMPLACEMENT  
D'INFRASTRUCTURES EXISTANTES ET POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Remplacement d'infrastructures existantes				
Conduites d'eau potable	23		1 031 506	962 754
Usines de traitement de l'eau potable	24		312 848	524 346
Usines et bassins d'épuration	25		368 765	250 756
Conduites d'égout	26		3 642 986	3 976 722
Autres infrastructures	27		5 429 792	6 706 399
Infrastructures pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	28		1 379 117	1 259 157
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31		3 305 300	3 441 152
Autres infrastructures	32		5 320 143	4 906 117
Autres immobilisations	33		2 172 983	6 703 893
	34		22 963 440	28 731 296

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>		<b>Solde au 1<sup>er</sup> janvier</b>	<b>Augmentation</b>	<b>Diminution</b>	<b>Solde au 31 décembre</b>
<b>Dettes à long terme</b>					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	82 829 000	10 813 000	12 851 000	80 791 000
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3				
Organismes municipaux	4	263 786	222 212	237 183	248 815
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5	12 900	24 862	4 559	33 203
Autres	6				
	7	83 105 686	11 060 074	13 092 742	81 073 018
<b>La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :</b>					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9				
Réserves financières et fonds réservés	10	49 567			49 567
Fonds d'amortissement	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	12	6 494 360		1 234 500	5 259 860
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	13	56 618 342	7 071 948	517 670	63 172 620
De la municipalité (Société de transport en commun)	14				
	15	63 162 269	7 071 948	1 752 170	68 482 047
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	4 213 767	394 289	1 682 100	2 925 956
Organismes municipaux	17				
Autres tiers	18				
	19	4 213 767	394 289	1 682 100	2 925 956
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette					
	20				
	21	4 213 767	394 289	1 682 100	2 925 956
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec					
Prêts	22	15 729 650	202 300	6 266 935	9 665 015
Autres	23				
	24				
	25	19 943 417	596 589	7 949 035	12 590 971
	26	83 105 686	7 668 537	9 701 205	81 073 018
Dettes en cours de refinancement					
	27	( )		( )	
	28	83 105 686	7 668 537	9 701 205	81 073 018

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	<b>Administration municipale</b>		<b>Données consolidées</b>	
	<b>Budget 2014</b>	<b>Réalisations 2014</b>	<b>Réalisations 2014</b>	<b>Réalisations 2013</b>
<b>Administration générale</b>				
Application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3	661 306	642 637	605 776
<b>Sécurité publique</b>				
Police	4			
Sécurité incendie	5	4 182	3 004	4 182
Sécurité civile	6			
Autres	7			
<b>Transport</b>				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	96 000	96 000	201 000
Autres	10	12 702	23 648	12 702
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout	11	200 000	201 206	178 265
Matières résiduelles	12	7 615 196	7 359 470	7 205 756
Cours d'eau	13	97 279	107 376	97 279
Protection de l'environnement	14	91 403	97 203	91 403
Autres	15			
<b>Santé et bien-être</b>				
Logement social	16			
Autres	17	13 810	13 862	13 810
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	18			
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	422 278	457 053	422 278
Autres	21	150 926	139 872	150 928
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	22	149 573	150 830	140 571
Activités culturelles	23	22 547	23 195	22 547
<b>Réseau d'électricité</b>				
	24			
	25	9 537 202	9 315 356	9 146 497

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**Non audité**

		Effectifs personnes/ année <sup>2</sup>	Semaine normale (heures)	Rémunération	Charges sociales	Total <sup>1</sup>
<b>Administration municipale</b>						
Cadres et contremaîtres	1	66,00	35,57	5 945 079	1 470 919	7 415 998
Professionnels	2					
Cols blancs	3	145,00	34,76	7 084 442	1 752 818	8 837 260
Cols bleus	4	101,00	40,00	5 864 991	1 451 104	7 316 095
Policiers	5	90,00	38,60	6 594 376	1 789 215	8 383 591
Pompiers	6	21,00	40,00	1 267 506	313 604	1 581 110
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7					
	8	423,00		26 756 394	6 777 660	33 534 054
Élus	9	11,00		439 464	89 226	528 690
	10	434,00		27 195 858	6 866 886	34 062 744

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	Total
		Fonctionnement	Investissement		
Transport en commun	11	711 680			711 680
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12				
Réseau de distribution de l'eau potable	13	59 400	51 249		110 649
Traitement des eaux usées	14				
Réseaux d'égout	15	70 502	(307 140)		(236 638)
Autres	16	5 431 830	(29 204)		5 402 626
	17	6 273 412	(285 095)		5 988 317

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>		Charges avant amortissement	+	Amortissement des immo- bilisations	=	Charges	-	Services rendus	=	Coût des services municipaux	Frais de financement
<b>Administration générale</b>											
Application de la loi	1	752 508	27	26 304	53	778 812	79	105		778 812	131
Évaluation	2	678 331	28	14 931	54	693 262	80	106		693 262	132
Autres	3	7 383 320	29	552 329	55	7 935 649	81	402 066	107	7 533 583	133
	4	8 814 159	30	593 564	56	9 407 723	82	402 066	108	9 005 657	134
<b>Sécurité publique</b>											
Police	5	11 452 348	31	475 852	57	11 928 200	83	65 019	109	11 863 181	135
Sécurité incendie	6	3 576 126	32	393 330	58	3 969 456	84	25 030	110	3 944 426	136
Sécurité civile	7	21 019	33		59	21 019	85		111	21 019	137
Autres	8	1 110 035	34	55 093	60	1 165 128	86		112	1 165 128	138
	9	16 159 528	35	924 275	61	17 083 803	87	90 049	113	16 993 754	139
<b>Transport</b>											
Réseau routier											
Voirie municipale	10	3 616 481	36	5 269 046	62	8 885 527	88	283 419	114	8 602 108	140
Enlèvement de la neige	11	3 404 642	37	239 962	63	3 644 604	89		115	3 644 604	141
Autres	12	1 440 778	38	56 718	64	1 497 496	90		116	1 497 496	142
Transport collectif	13	3 122 196	39	14 124	65	3 136 320	91	337 048	117	2 799 272	143
Autres	14	1 953 548	40	138 528	66	2 092 076	92	5 540	118	2 086 536	144
	15	13 537 645	41	5 718 378	67	19 256 023	93	626 007	119	18 630 016	145
<b>Hygiène du milieu</b>											
Eau et égout											
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	2 542 878	42	415 305	68	2 958 183	94		120	2 958 183	146
Réseau de distribution de l'eau potable	17	852 393	43	1 090 034	69	1 942 427	95	16 128	121	1 926 299	147
Traitement des eaux usées	18	3 604 793	44	918 067	70	4 522 860	96		122	4 522 860	148
Réseaux d'égout	19	756 056	45	2 176 236	71	2 932 292	97		123	2 932 292	149
Matières résiduelles											
Déchets domestiques et assimilés	20	3 304 292	46		72	3 304 292	98		124	3 304 292	150
Matières recyclables	21	3 953 180	47	18 451	73	3 971 631	99		125	3 971 631	151
Autres	22	139 625	48		74	139 625	100		126	139 625	152
Cours d'eau	23	170 279	49	42 750	75	213 029	101		127	213 029	153
Protection de l'environnement	24	613 657	50	2 742	76	616 399	102		128	616 399	154
Autres	25	6 491	51	23 666	77	30 157	103		129	30 157	155
	26	15 943 644	52	4 687 251	78	20 630 895	104	16 128	130	20 614 767	156

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement		+ Amortissement des immobilisations		= Charges		- Services rendus		= Coût des services municipaux		Frais de financement
<b>Santé et bien-être</b>											
Logement social	157	156 001	172		187	156 001	202		217	156 001	232
Sécurité du revenu	158		173		188		203		218		233
Autres	159	167 887	174		189	167 887	204		219	167 887	234
	160	323 888	175		190	323 888	205		220	323 888	235
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>											
Aménagement, urbanisme et zonage	161	1 428 971	176	24 235	191	1 453 206	206	55 157	221	1 398 049	236
Rénovation urbaine	162	558 400	177	2 611	192	561 011	207		222	561 011	237 4 109
Promotion et développement économique	163	2 279 739	178	101 355	193	2 381 094	208		223	2 381 094	238 208 324
Autres	164	472 004	179	13 413	194	485 417	209		224	485 417	239
	165	4 739 114	180	141 614	195	4 880 728	210	55 157	225	4 825 571	240 212 433
<b>Loisirs et culture</b>											
Activités récréatives	166	6 976 773	181	1 837 535	196	8 814 308	211	1 356 004	226	7 458 304	241 469 630
Activités culturelles											
Bibliothèques	167	1 633 444	182	67 800	197	1 701 244	212	49 794	227	1 651 450	242 46 265
Autres	168	2 883 097	183	253 088	198	3 136 185	213	30 000	228	3 106 185	243
	169	11 493 314	184	2 158 423	199	13 651 737	214	1 435 798	229	12 215 939	244 515 895
<b>Réseau d'électricité</b>	170		185		200		215		230		245
	171	71 011 292	186	14 223 505	201	85 234 797	216	2 625 205	231	82 609 592	246 3 833 536

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014****Non audité**

		<b>2014</b>	<b>2013</b>
<b>Rémunération</b>	1	632 874	553 825
<b>Charges sociales</b>	2	135 843	116 563
<b>Biens et services</b>	3	22 194 723	27 851 397
<b>Frais de financement</b>	4		
<b>Autres</b>	5		
	6	22 963 440	28 521 785

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**Non audité**

		2014	2013
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté</b>			
Solde au début de l'exercice	1	16 370 619	4 652 800
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2		
Solde redressé au début de l'exercice	3	16 370 619	4 652 800
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	5 310 434	3 946 338
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5	(451 730)	
Activités d'investissement	6	(2 943 358)	(367 424)
Excédent de fonctionnement affecté	7	(3 046 554)	8 602 333
Réserves financières et fonds réservés	8		(1 125 000)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10	1 882 087	661 572
	11	750 879	11 717 819
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	12	17 121 498	16 370 619
<b>Excédent de fonctionnement affecté</b>			
Solde au début de l'exercice	13	2 804 213	13 616 546
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14		
Solde redressé au début de l'exercice	15	2 804 213	13 616 546
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16	(721 687)	
Activités d'investissement	17	(275 000)	(2 210 000)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18	3 046 554	(8 602 333)
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21	2 049 867	(10 812 333)
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	22	4 854 080	2 804 213
<b>Réserves financières et fonds réservés</b>			
Solde au début de l'exercice	23	1 025 553	4 332 360
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24		
Solde redressé au début de l'exercice	25	1 025 553	4 332 360
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	2 013 272	898 055
Activités d'investissement	27	(2 581 000)	(5 379 429)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28		1 125 000
Financement des investissements en cours	29		49 567
	30	(567 728)	(3 306 807)
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	31	457 825	1 025 553



**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

*Non audité*

		2014	2013
<b>Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir</b>			
Solde au début de l'exercice	32	( 24 350 662 )	( 23 230 614 )
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33		
Solde redressé au début de l'exercice	34	( 24 350 662 )	( 23 230 614 )
<b>Augmentation de l'exercice</b>			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1 <sup>er</sup> janvier 2007			
Régimes capitalisés	35	( )	( )
Avantages postérieurs au 1 <sup>er</sup> janvier 2007			
Régimes capitalisés			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36	( )	( )
Autres	37	( )	( )
Régimes non capitalisés	38	( 376 400 )	( 307 000 )
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement			
Mesures transitoires relatives à la TVQ	39	( )	( )
Utilisation du fonds général	40	( )	( )
Utilisation du fonds de roulement	41	( )	( )
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42	( )	( )
Autres	43	( )	( )
	44	( 376 400 )	( 307 000 )
Financement à long terme des activités de fonctionnement			
Mesure transitoire relative à la TVQ	45	( )	( )
Autre financement	46	( 688 700 )	( 219 133 )
	47	( 1 065 100 )	( 87 867 )
<b>Diminution de l'exercice</b>			
Affectations débitrices aux activités de fonctionnement	48	343 700	352 300
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	49	2 393 914	( 1 384 481 )
	50	2 737 614	( 1 032 181 )
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	51	( 22 678 148 )	( 24 350 662 )
<b>Financement des investissements en cours</b>			
Solde au début de l'exercice	52	( 3 082 885 )	( 5 528 966 )
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	53		
Solde redressé au début de l'exercice	54	( 3 082 885 )	( 5 528 966 )
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	55	2 056 083	3 157 220
Virements			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	56	( 1 882 087 )	( 661 572 )
Excédent de fonctionnement affecté	57		
Réserves financières et fonds réservés	58		( 49 567 )
	59	173 996	2 446 081
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	60	( 2 908 889 )	( 3 082 885 )
<b>Investissement net dans les immobilisations et autres actifs</b>			
Solde au début de l'exercice	61	279 310 202	275 113 392
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	62		
Solde redressé au début de l'exercice	63	279 310 202	275 113 392
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	64		
Excédent de fonctionnement affecté	65		
Variation résiduelle de l'exercice	66	9 847 985	4 196 810
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	67	289 158 187	279 310 202

**FONDS DE ROULEMENT NON CONSOLIDÉ  
CAPITAL AUTORISÉ  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**Non audité**

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 <sup>ER</sup> JANVIER	1	<u>8 000 000</u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>2</u>	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>3</u>	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>4</u>	
	5	<u>8 000 000</u>
Diminution		
	<u>6</u>	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u>8 000 000</u>

**SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS NON CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

*Non audité*

	Solde au 1 <sup>er</sup> janvier	Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	Règlements d'emprunt fermés		Utilisation de l'exercice	Transferts	Solde au 31 décembre		
			Activités de fonctionnement	Activités d'in- vestissement					
Montant non réservé	1	2	3	4	5	6	7		
Montant réservé pour le service de la dette	8	49 567	9	10	11	12	13	14	49 567
	15	49 567	16	17	18	19	20	21	49 567

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ  
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	2014		2013
	Budget	Réalizations	Réalizations
<b>Revenus</b>			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
<b>Charges</b>			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14 (	) (	) (
	15		
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales</b>	16		
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
<b>Immobilisations</b>			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
<b>Financement</b>			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23 (	) (	) (
	24		
<b>Affectations</b>			
Activités d'investissement	25 (	) (	) (
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales</b>	33		

**TAUX DES TAXES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**Non audité****Taxes sur la valeur foncière****Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	□ 0 , □ 6 □ 7 □ 7 □ 1 \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	□ 0 , □ 6 □ 7 □ 7 □ 1 \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	□ 1 , □ 7 □ 9 □ 7 □ 1 \$
Catégorie des immeubles industriels	5	□ 1 , □ 7 □ 9 □ 7 □ 1 \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	□ 0 , □ 6 □ 7 □ 7 □ 1 \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	□ 0 , □ 6 □ 7 □ 7 □ 1 \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	12	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	19	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	26	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	□ , □ □ □ □ □ \$

**TAUX DES TAXES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**Non audité****Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**

(Montant fixe)

Eau	1	1   2   5	,   0   0 \$
Égout	2	1   1   8	,   0   0 \$
Eau et égout	3		,       \$
Traitement des eaux usées	4		,       \$
Matières résiduelles	5	1   8   0	,   0   0 \$

**Par unité de logement****% de la valeur locative****Taxe d'affaires sur la valeur locative**

6 | | | , | | | | | %

**Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification**

Description	Taux	Code <sup>1</sup>	Préciser
Spécial dette - avant 1967	,0168	1	
Spécial dette - 1967,1974,1989,1995,1997	,0168	1	
Spécial dette-ancien Canton	,0109	1	
Spécial dette - nouvelle Ville	,1061	1	
Tarification eau (INR)	125,0000	4	Par local
Tarification eau (résidentiel)	25,0000	4	Par chambre
Tarification eau ( compteur)	275,0000	7	Le 1 000 m.c.
Tarification assain. (résidentiel)	23,6000	4	Par chambre
Tarification assain. (INR)	236,0000	4	Par local
Tarification assain. (compteur)	208,0000	7	Le 1 000 m.c.
Tarification fosses septiques	60,0000	4	Par unité
Tarification - matières résiduelles	36,0000	4	Par chambre
Tarification - éco centre	45,0000	4	Par logement
Tarification - éco centre	45,0000	4	Par local
Tarification - éco centre	9,0000	4	Par chambre

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation  
 2 - du mètre carré  
 3 - du mètre linéaire  
 4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres  
 6 - % de la valeur locative  
 7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<b>Non audité</b>	<b>OUI</b>	<b>NON</b>	<b>S.O.</b>
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats.	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	
2. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux municipalités à compter de 2017 seulement, une municipalité peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que la municipalité applique ces normes de façon anticipée ?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	7 <input checked="" type="checkbox"/>	8 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2014	9	245 554 \$	
b) le solde estimatif au 31 décembre 2014 des engagements en vertu du règlement concerné	10	56 800 \$	
4. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	11 <input checked="" type="checkbox"/>	12 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	13	443 648 \$	
b) autres formes d'aide	14	85 000 \$	
5. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2014 pour des exploitations agricoles enregistrées?	15 <input checked="" type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	17	320 347 \$	
6. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	20	\$	
7. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	21		22 <input checked="" type="checkbox"/>

**QUESTIONNAIRE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<b>Non audité</b>	<b>OUI</b>	<b>NON</b>	<b>S.O.</b>
8. La municipalité perçoit-elle, elle-même, auprès des exploitants de carrières et sablières, les droits en vertu de l'article 78.1 de la Loi sur les compétences municipales (LCM)?	23 <input type="checkbox"/>	24 <input checked="" type="checkbox"/>	25 <input type="checkbox"/>
9. La municipalité applique-t-elle les nouvelles normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	26 <input checked="" type="checkbox"/>	27 <input type="checkbox"/>	28 <input type="checkbox"/>



**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**ORGANISME MUNICIPAL**

Adresse 87, Principale  
(no) (rue)  
Granby J2G 2T8  
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 776-8282  
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 776-8231  
(ind. rég.) (numéro)

Courriel direction.generale@ville.granby.qc.ca

**TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER**

Nom M. Jean-Pierre Renaud CPA, CA, OMA

Téléphone (450) 776-8288  
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 776-8384  
(ind. rég.) (numéro)

Courriel jprenaud@ville.granby.qc.ca

**AUDITEUR INDÉPENDANT**

Nom Raymond Chabot Grant Thornton SENCRL

Titre Comptables professionnels agréés

Adresse 35, Dufferin  
(no) (rue)  
Granby J2G 4W5  
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 375-4400  
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 375-0128  
(ind. rég.) (numéro)

Courriel legendre.marc@rcgt.com

Responsable du dossier M. Marc Legendre FCPA, FCA

**VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)**

Nom \_\_\_\_\_

Titre \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_  
(no) (rue)  
\_\_\_\_\_  
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone \_\_\_\_\_  
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur \_\_\_\_\_  
(ind. rég.) (numéro)

Courriel \_\_\_\_\_

**RICHESSSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2016  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM  
selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2014

1 .....  
.....

Facteur comparatif

2 .....  
.....

Valeur uniformisée

3 \_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_

**ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION**

Je , Jean-Pierre Renaud CPA, CA, OMA , atteste que le rapport financier consolidé de Granby pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2015-05-19 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Granby consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Granby détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton "Attester", je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de 13 533 431 \$

Le taux global de taxation réel de 2014 à la page S34 ligne 6 est de 1,1137 \$

Date et heure de la dernière modification : 2015-05-06 10:27:07

Date de transmission au Ministère : 2015/05/20

# Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2014

*Ce sommaire de l'information financière est extrait du rapport financier consolidé déposé au Conseil et attesté par le trésorier. Pour plus de détails, se référer à ce rapport financier consolidé.*

Nom : Granby

---

**Affaires municipales  
et Occupation  
du territoire**

**Québec** 

**SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	Réalizations 2013		Budget 2014	Réalizations 2014		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé <sup>1</sup>
<b>Revenus</b>						
Fonctionnement	1	93 390 273	87 781 934	92 415 913	8 260 177	96 352 297
Investissement	2	(1 427 302)	2 500 000	10 585 067	134 072	10 585 067
	3	91 962 971	90 281 934	103 000 980	8 394 249	106 937 364
<b>Charges</b>	4	88 841 448	87 629 091	89 068 333	8 817 391	93 403 933
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	5	3 121 523	2 652 843	13 932 647	(423 142)	13 533 431
Moins : revenus d'investissement	6	( 1 427 302 )	( 2 500 000 )	( 10 585 067 )	( 134 072 )	( 10 585 067 )
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales</b>	7	4 548 825	152 843	3 347 580	(557 214)	2 948 364
<b>Éléments de conciliation à des fins fiscales</b>						
Amortissement des immobilisations	8	13 599 408	11 527 762	14 223 505	350 598	14 574 103
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9	(219 133)	180 000			
Remboursement de la dette à long terme	10	( 6 749 730 )	( 4 897 411 )	( 7 578 844 )	( 217 817 )	( 7 820 586 )
Affectations						
Activités d'investissement	11	( 7 562 162 )	( 4 300 000 )	( 3 919 885 )	(110 574)	( 3 809 311 )
Excédent (déficit) accumulé	12	(447 007)	(2 663 194)	(860 120)		(860 120)
Autres éléments de conciliation	13	776 137		98 198	16 267	114 465
	14	(602 487)	(152 843)	1 962 854	259 622	2 198 551
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales</b>	15	3 946 338		5 310 434	(297 592)	5 146 915

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

Extrait du rapport financier, pages S7 et S8

**SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE  
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

		2013	2014	2013
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
<b>Actifs financiers</b>				
Débiteurs	1	29 726 375	26 015 715	29 892 576
Autres	2	8 335 870	13 402 625	9 927 562
	3	38 062 245	39 418 340	39 820 138
<b>Passifs</b>				
Dette à long terme	4	82 243 742	80 305 828	82 520 427
Passif au titre des avantages sociaux futurs	5	24 106 449	24 446 827	24 106 449
Autres	6	17 990 798	16 069 048	18 983 359
	7	124 340 989	120 821 703	125 610 235
<b>Actifs financiers nets (dette nette)</b>	8	(86 278 744)	(81 403 363)	(85 790 097)
<b>Actifs non financiers</b>				
Immobilisations	9	353 536 393	362 268 703	356 013 713
Autres	10	4 819 391	5 139 213	5 063 132
	11	358 355 784	367 407 916	361 076 845
<b>Excédent (déficit) accumulé</b>				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	12	16 370 619	17 121 498	16 370 619
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	13	3 829 766	5 311 905	4 838 840
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	14 (	24 350 662 ) (	22 678 148 ) (	24 350 662 ) (
Financement des investissements en cours	15	(3 082 885)	(2 908 889)	(3 082 885)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	16	279 310 202	289 158 187	281 510 836
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	17			
	18	272 077 040	286 004 553	275 286 748

Extrait du rapport financier, page S11 et S23-1

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES  
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS  
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
<b>Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale</b>			
- Surplus réservé - PRF	19	147 353	445 113
-	20		
- Surplus affecté - engagements	21	1 237 000	1 063 900
- Surplus affecté - autres	22	2 262 927	1 106 200
- Surplus affecté - immobilisati	23	1 150 000	
- Surplus affecté-RGQ Phase VIII	24		16 000
- Surplus affecté-RGQ Phase IX	25		38 000
- Surplus affecté-RGQ Phase X	26	56 800	135 000
-	27		
	28	4 854 080	2 804 213
<b>Excédent de fonctionnement affecté- Organismes contrôlés</b>			
	29	712 170	1 009 074
	30	5 566 250	3 813 287
<b>Réserves financières</b>			
Fonds réservés	31		
	32	457 826	1 025 553
	33	6 024 076	4 838 840

Extrait du rapport financier, page S23-1

**SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Réalizations 2013	Budget 2014	Réalizations 2014	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
<b>Fonctionnement</b>					
Taxes	1	72 729 936	73 167 893	73 761 730	73 761 730
Compensations tenant lieu de taxes	2	2 454 881	2 341 306	2 371 727	2 371 727
Quotes-parts	3				
Transferts	4	8 595 211	3 283 790	6 273 412	6 383 224
Services rendus	5	2 544 126	2 551 595	2 625 205	6 446 635
Autres	6	7 066 119	6 437 350	7 383 839	7 388 981
	7	93 390 273	87 781 934	92 415 913	96 352 297
<b>Investissement</b>					
Taxes	8	301 716		200 000	200 000
Quotes-parts	9				
Transferts	10	(9 927 748)	2 500 000	(285 095)	(285 095)
Autres	11	8 198 730		10 670 162	10 670 162
	12	(1 427 302)	2 500 000	10 585 067	10 585 067
	13	91 962 971	90 281 934	103 000 980	106 937 364

Extrait du rapport financier, page S7

**SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2014	Réalizations 2014			Réalizations 2014	Réalizations 2013
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
Administration générale						
Évaluation	1	722 512	678 331	14 931	693 262	704 157
Autres	2	8 248 460	8 135 828	578 633	8 714 461	9 799 043
Sécurité publique						
Police	3	11 568 728	11 452 348	475 852	11 928 200	11 788 254
Sécurité incendie	4	3 813 673	3 576 126	393 330	3 969 456	4 013 914
Autres	5	1 148 439	1 131 054	55 093	1 186 147	1 155 376
Transport						
Réseau routier	6	8 315 995	8 461 901	5 565 726	14 027 627	13 748 384
Transport collectif	7	2 909 979	3 122 196	14 124	3 136 320	3 449 981
Autres	8	2 073 992	1 953 548	138 528	2 092 076	1 989 632
Hygiène du milieu						
Eau et égout	9	8 281 926	7 756 120	4 599 642	12 355 762	12 254 812
Matières résiduelles	10	7 664 563	7 397 097	18 451	7 415 548	7 289 982
Autres	11	528 702	790 427	69 158	859 585	686 157
Santé et bien-être	12	281 349	323 888		323 888	272 692
Aménagement, urbanisme et développement						
Aménagement, urbanisme et zonage	13	1 532 789	1 428 971	24 235	1 453 206	1 366 360
Promotion et développement économique	14	2 348 563	2 279 739	101 355	2 381 094	2 454 525
Autres	15	428 200	1 030 404	16 024	1 046 428	1 078 169
Loisirs et culture	16	11 787 688	11 493 314	2 158 423	13 651 737	16 897 126
Réseau d'électricité	17					
Frais de financement	18	4 445 771	3 833 536		3 833 536	4 051 751
Amortissement des immobilisations	19	11 527 762	14 223 505	( 14 223 505 )		
	20	87 629 091	89 068 333		89 068 333	93 000 315

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3